

MINISTÉRIO DA DESCENTRALIZAÇÃO, HABITAÇÃO E  
ORDENAMENTO DO TERRITÓRIO:

Portaria n.º 6/2011:

Fixa o uso dominante e outros usos compatíveis e incompatíveis das diferentes classes de espaços, para efeitos de classificação e qualificação do solo, nos termos dos artigos 105.º e 106.º do Decreto-Lei n.º 43/2010, de 27 de Setembro, que aprova o RNOTPU.

Portaria n.º 7/2011:

Regula a composição e o funcionamento Comissão de Seguimento da elaboração, revisão ou alteração do Plano Director Municipal, abreviadamente designada por CS-PDM.

---

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução n.º 148/VII/2010

de 24 de Janeiro

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea h) do artigo 175.º da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1.º

**Aprovação**

É aprovado, para adesão, a Convenção sobre o Direito das Pessoas com Deficiência, adoptada na Assembleia-Geral das Nações Unidas, a 13 de Dezembro de 2006, em Nova Iorque, cujo texto original em língua francesa e a respectiva tradução em língua portuguesa, em anexos, fazem parte integrante da presente Resolução.

Artigo 2.º

**Entrada em vigor**

A presente Resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e a Convenção referida no artigo anterior produz efeitos em conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 9 de Dezembro de 2010.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Aristides Raimundo Lima*

**CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DES  
PERSONNES HANDICAPÉES**

**Préambule**

Les États Parties à la présente Convention,

- a) *Rappelant* les principes proclamés dans la Charte des Nations Unies selon lesquels la reconnaissance de la dignité et de la valeur inhérentes à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

b) *Reconnaissant* que les Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont proclamé et sont convenues que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune,

c) *Réaffirmant* le caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et la nécessité d'en garantir la pleine jouissance aux personnes handicapées sans discrimination,

d) *Rappelant* le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

e) *Reconnaissant* que la notion de handicap évolue et que le handicap résulte de l'interaction entre des personnes présentant des incapacités et les barrières comportementales et environnementales qui font obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres,

f) *Reconnaissant* l'importance des principes et lignes directrices contenus dans le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et dans les Règles des Nations Unies pour l'égalisation des chances des handicapés et leur influence sur la promotion, l'élaboration et l'évaluation aux niveaux national, régional et international des politiques, plans, programmes et mesures visant la poursuite de l'égalisation des chances des personnes handicapées,

g) *Soulignant* qu'il importe d'intégrer la condition des personnes handicapées dans les stratégies pertinentes de développement durable,

h) *Reconnaissant également* que toute discrimination fondée sur le handicap est une négation de la dignité et de la valeur inhérentes à la personne humaine,

i) *Reconnaissant en outre* la diversité des personnes handicapées,

j) *Reconnaissant* la nécessité de promouvoir et protéger les droits de l'homme de toutes les personnes handicapées, y compris de celles qui nécessitent un accompagnement plus poussé,

- k) *Préoccupés* par le fait qu'en dépit de ces divers instruments et engagements, les personnes handicapées continuent d'être confrontées à des obstacles à leur participation à la société en tant que membres égaux de celle-ci et de faire l'objet de violations des droits de l'homme dans toutes les parties du monde,
- l) *Reconnaissant* l'importance de la coopération internationale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées dans tous les pays, et en particulier dans les pays en développement,
- m) *Appréciant* les utiles contributions actuelles et potentielles des personnes handicapées au bien-être général et à la diversité de leurs communautés et sachant que la promotion de la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales par ces personnes ainsi que celle de leur pleine participation renforceront leur sentiment d'appartenance et feront notablement progresser le développement humain, social et économique de leurs sociétés et l'élimination de la pauvreté,
- n) *Reconnaissant* l'importance pour les personnes handicapées de leur autonomie et de leur indépendance individuelles, y compris la liberté de faire leurs propres choix,
- o) *Estimant* que les personnes handicapées devraient avoir la possibilité de participer activement aux processus de prise de décisions concernant les politiques et programmes, en particulier ceux qui les concernent directement,
- p) *Préoccupés* par les difficultés que rencontrent les personnes handicapées, qui sont exposées à des formes multiples ou aggravées de discrimination fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale, ethnique, autochtone ou sociale, la fortune, la naissance, l'âge ou toute autre situation,
- q) *Reconnaissant* que les femmes et les filles handicapées courent souvent, dans leur famille comme à l'extérieur, des risques plus élevés de violence, d'atteinte à l'intégrité physique, d'abus, de délaissement ou de défaut de soins, de maltraitance ou d'exploitation,
- r) *Reconnaissant* que les enfants handicapés doivent jouir pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, et rappelant les obligations qu'ont contractées à cette fin les États Parties à la Convention relative aux droits de l'enfant,
- s) *Soulignant* la nécessité d'intégrer le principe de l'égalité des sexes dans tous les efforts visant à promouvoir la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales par les personnes handicapées,
- t) *Insistant* sur le fait que la majorité des personnes handicapées vivent dans la pauvreté et reconnaissant à cet égard qu'il importe au plus haut point de s'attaquer aux effets pernicieux de la pauvreté sur les personnes handicapées,
- u) *Conscients* qu'une protection véritable des personnes handicapées suppose des conditions de paix et de sécurité fondées sur une pleine adhésion aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et sur le respect des instruments des droits de l'homme applicables, en particulier en cas de conflit armé ou d'occupation étrangère,
- v) *Reconnaissant* qu'il importe que les personnes handicapées aient pleinement accès aux équipements physiques, sociaux, économiques et culturels, à la santé et à l'éducation ainsi qu'à l'information et à la communication pour jouir pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales,
- w) *Conscients* que l'individu, étant donné ses obligations envers les autres individus et la société à laquelle il appartient, est tenu de faire son possible pour promouvoir et respecter les droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'homme,
- x) *Convaincus* que la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État et que les personnes handicapées et les membres de leur famille devraient recevoir la protection et l'aide nécessaires pour que les familles puissent contribuer à la pleine et égale jouissance de leurs droits par les personnes handicapées,
- y) *Convaincus* qu'une convention internationale globale et intégrée pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées contribuera de façon significative à remédier au profond désavantage social que connaissent les personnes handicapées et qu'elle favorisera leur participation, sur la base de l'égalité des chances, à tous les domaines de la vie civile, politique, économique, sociale et culturelle, dans les pays développés comme dans les pays en développement,

*Sont convenus de ce qui suit:*

Article premier

**Objet**

La présente Convention a pour objet de promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous

les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque.

Par personnes handicapées on entend des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres.

Article 2  
**Définitions**

Aux fins de la présente Convention:

On entend par « communication », entre autres, les langues, l'affichage de texte, le braille, la communication tactile, les gros caractères, les supports multimédias accessibles ainsi que les modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative à base de supports écrits, supports audio, langue simplifiée et lecteur humain, y compris les technologies de l'information et de la communication accessibles;

On entend par « langue », entre autres, les langues parlées et les langues des signes et autres formes de langue non parlée;

On entend par « discrimination fondée sur le handicap » toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le handicap qui a pour objet ou pour effet de compromettre ou réduire à néant la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel, civil ou autres. La discrimination fondée sur le handicap comprend toutes les formes de discrimination, y compris le refus d'aménagement raisonnable;

On entend par « aménagement raisonnable » les modifications et ajustements nécessaires et appropriés n'imposant pas de charge disproportionnée ou induue apportés, en fonction des besoins dans une situation donnée, pour assurer aux personnes handicapées la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales;

On entend par « conception universelle » la conception de produits, d'équipements, de programmes et de services qui puissent être utilisés par tous, dans toute la mesure possible, sans nécessiter ni adaptation ni conception spéciale. La «conception universelle » n'exclut pas les appareils et accessoires fonctionnels pour des catégories particulières de personnes handicapées là où ils sont nécessaires.

Article 3  
**Principes généraux**

Les principes de la présente Convention sont:

- a) Le respect de la dignité intrinsèque, de l'autonomie individuelle, y compris la liberté de faire ses propres choix, et de l'indépendance des personnes;

- b) La non-discrimination;
- c) La participation et l'intégration pleines et effectives à la société;
- d) Le respect de la différence et l'acceptation des personnes handicapées comme faisant partie de la diversité humaine et de l'humanité;
- e) L'égalité des chances;
- f) L'accessibilité;
- g) L'égalité entre les hommes et les femmes;
- h) Le respect du développement des capacités de l'enfant handicapé et le respect du droit des enfants handicapés à préserver leur identité.

Article 4

**Obligations générales**

1. Les États Parties s'engagent à garantir et à promouvoir le plein exercice de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales de toutes les personnes handicapées sans discrimination d'aucune sorte fondée sur le handicap. À cette fin, ils s'engagent à :

- a) Adopter toutes mesures appropriées d'ordre législatif, administratif ou autre pour mettre en oeuvre les droits reconnus dans la présente Convention;
- b) Prendre toutes mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour modifier, abroger ou abolir les lois, règlements, coutumes et pratiques qui sont source de discrimination envers les personnes handicapées;
- c) Prendre en compte la protection et la promotion des droits de l'homme des personnes handicapées dans toutes les politiques et dans tous les programmes;
- d) S'abstenir de tout acte et de toute pratique incompatible avec la présente Convention et veiller à ce que les pouvoirs publics et les institutions agissent conformément à la présente Convention;
- e) Prendre toutes mesures appropriées pour éliminer la discrimination fondée sur le handicap pratiquée par toute personne, organisation ou entreprise privée;
- f) Entreprendre ou encourager la recherche et le développement de biens, services, équipements et installations de conception universelle, selon la définition qui en est donnée à l'article 2 de la présente Convention, qui devraient nécessiter le minimum possible d'adaptation et de frais pour répondre aux besoins spécifiques des personnes handicapées, encourager l'offre et l'utilisation

de ces biens, services, équipements et installations et encourager l'incorporation de la conception universelle dans le développement des normes et directives;

- g) Entreprendre ou encourager la recherche et le développement et encourager l'offre et l'utilisation de nouvelles technologies – y compris les technologies de l'information et de la communication, les aides à la mobilité, les appareils et accessoires et les technologies d'assistance – qui soient adaptées aux personnes handicapées, en privilégiant les technologies d'un coût abordable;
- h) Fournir aux personnes handicapées des informations accessibles concernant les aides à la mobilité, les appareils et accessoires et les technologies d'assistance, y compris les nouvelles technologies, ainsi que les autres formes d'assistance, services d'accompagnement et équipements;
- i) Encourager la formation aux droits reconnus dans la présente Convention des professionnels et personnels qui travaillent avec des personnes handicapées, de façon à améliorer la prestation des aides et services garantis par ces droits.

2. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, chaque État Partie s'engage à agir, au maximum des ressources dont il dispose et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale, en vue d'assurer progressivement le plein exercice de ces droits, sans préjudice des obligations énoncées dans la présente Convention qui sont d'application immédiate en vertu du droit international.

3. Dans l'élaboration et la mise en oeuvre des lois et des politiques adoptées aux fins de l'application de la présente Convention, ainsi que dans l'adoption de toute décision sur des questions relatives aux personnes handicapées, les États Parties consultent étroitement et font activement participer ces personnes, y compris les enfants handicapés, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent.

4. Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte aux dispositions plus favorables à l'exercice des droits des personnes handicapées qui peuvent figurer dans la législation d'un État Partie ou dans le droit international en vigueur pour cet État. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales reconnus ou en vigueur dans un État Partie à la présente Convention en vertu de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que la présente Convention ne reconnaît pas ces droits et libertés ou les reconnaît à un moindre degré.

5. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédératifs.

#### Article 5

##### Égalité et non-discrimination

1. Les États Parties reconnaissent que toutes les personnes sont égales devant la loi et en vertu de celle-ci et ont droit sans discrimination à l'égale protection et à l'égal bénéfice de la loi.

2. Les États Parties interdisent toutes les discriminations fondées sur le handicap et garantissent aux personnes handicapées une égale et effective protection juridique contre toute discrimination, quel qu'en soit le fondement.

3. Afin de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination, les États Parties prennent toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés.

4. Les mesures spécifiques qui sont nécessaires pour accélérer ou assurer l'égalité de facto des personnes handicapées ne constituent pas une discrimination au sens de la présente Convention.

#### Article 6

##### Femmes handicapées

1. Les États Parties reconnaissent que les femmes et les filles handicapées sont exposées à de multiples discriminations, et ils prennent les mesures voulues pour leur permettre de jouir pleinement et dans des conditions d'égalité de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales.

2. Les États Parties prennent toutes mesures appropriées pour assurer le plein épanouissement, la promotion et l'autonomisation des femmes, afin de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncés dans la présente Convention.

#### Article 7

##### Enfants handicapés

1. Les États Parties prennent toutes mesures nécessaires pour garantir aux enfants handicapés la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres enfants.

2. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants handicapés, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordia.

3. Les États Parties garantissent à l'enfant handicapé, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité, et d'obtenir pour l'exercice de ce droit une aide adaptée à son handicap et à son âge.

#### Article 8

##### Sensibilisation

1. Les États Parties s'engagent à prendre des mesures immédiates, efficaces et appropriées en vue de:

- a) Sensibiliser l'ensemble de la société, y compris au niveau de la famille, à la situation des personnes handicapées et promouvoir le respect des droits et de la dignité des personnes handicapées;

- b) Combattre les stéréotypes, les préjugés et les pratiques dangereuses concernant les personnes handicapées, y compris ceux liés au sexe et à l'âge, dans tous les domaines;
- c) Mieux faire connaître les capacités et les contributions des personnes handicapées.

2. Dans le cadre des mesures qu'ils prennent à cette fin, les États Parties:

- a) Lancent et mènent des campagnes efficaces de sensibilisation du public en vue de:
  - i) Favoriser une attitude réceptive à l'égard des droits des personnes handicapées;
  - ii) Promouvoir une perception positive des personnes handicapées et une conscience sociale plus poussée à leur égard;
  - iii) Promouvoir la reconnaissance des compétences, mérites et aptitudes des personnes handicapées et de leurs contributions dans leur milieu de travail et sur le marché du travail;
- b) Encouragent à tous les niveaux du système éducatif, notamment chez tous les enfants dès leur plus jeune âge, une attitude de respect pour les droits des personnes handicapées;
- c) Encouragent tous les médias à montrer les personnes handicapées sous un jour conforme à l'objet de la présente Convention;
- d) Encouragent l'organisation de programmes de formation en sensibilisation aux personnes handicapées et aux droits des personnes handicapées.

#### Article 9

##### Accessibilité

1. Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres:

- a) Aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail;
- b) Aux services d'information, de communication et autres services, y compris les services électroniques et les services d'urgence.

2. Les États Parties prennent également des mesures appropriées pour:

- a) Élaborer et promulguer des normes nationales minimales et des directives relatives à l'accessibilité des installations et services ouverts ou fournis au public et contrôler l'application de ces normes et directives;
- b) Faire en sorte que les organismes privés qui offrent des installations ou des services qui sont ouverts ou fournis au public prennent en compte tous les aspects de l'accessibilité par les personnes handicapées;
- c) Assurer aux parties concernées une formation concernant les problèmes d'accès auxquels les personnes handicapées sont confrontées;
- d) Faire mettre en place dans les bâtiments et autres installations ouverts au public une signalisation en braille et sous des formes faciles à lire et à comprendre;
- e) Mettre à disposition des formes d'aide humaine ou animale et les services de médiateurs, notamment de guides, de lecteurs et d'interprètes professionnels en langue des signes, afin de faciliter l'accès des bâtiments et autres installations ouverts au public;
- f) Promouvoir d'autres formes appropriées d'aide et d'accompagnement des personnes handicapées afin de leur assurer l'accès à l'information;
- g) Promouvoir l'accès des personnes handicapées aux nouveaux systèmes et technologies de l'information et de la communication, y compris l'Internet;
- h) Promouvoir l'étude, la mise au point, la production et la diffusion de systèmes et technologies de l'information et de la communication à un stade précoce, de façon à en assurer l'accessibilité à un coût minimal.

#### Article 10

##### Droit à la vie

Les États Parties réaffirment que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine et prennent toutes mesures nécessaires pour en assurer aux personnes handicapées la jouissance effective, sur la base de l'égalité avec les autres.

#### Article 11

##### Situations de risque et situations d'urgence humanitaire

Les États Parties prennent, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, toutes mesures nécessaires pour assurer la protection et la sûreté des personnes handicapées dans les situations de risque, y compris les conflits armés, les crises humanitaires et les catastrophes naturelles.

## Article 12

**Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité**

1. Les États Parties réaffirment que les personnes handicapées ont droit à la reconnaissance en tous lieux de leur personnalité juridique.

2. Les États Parties reconnaissent que les personnes handicapées jouissent de la capacité juridique dans tous les domaines, sur la base de l'égalité avec les autres.

3. Les États Parties prennent des mesures appropriées pour donner aux personnes handicapées accès à l'accompagnement dont elles peuvent avoir besoin pour exercer leur capacité juridique.

4. Les États Parties font en sorte que les mesures relatives à l'exercice de la capacité juridique soient assorties de garanties appropriées et effectives pour prévenir les abus, conformément au droit international des droits de l'homme. Ces garanties doivent garantir que les mesures relatives à l'exercice de la capacité juridique respectent les droits, la volonté et les préférences de la personne concernée, soient exemptes de tout conflit d'intérêt et ne donnent lieu à aucun abus d'influence, soient proportionnées et adaptées à la situation de la personne concernée, s'appliquent pendant la période la plus brève possible et soient soumises à un contrôle périodique effectué par un organe indépendant et impartial ou une instance judiciaire. Ces garanties doivent également être proportionnées au degré auquel les mesures devant faciliter l'exercice de la capacité juridique affectent les droits et intérêts de la personne concernée.

5. Sous réserve des dispositions du présent article, les États Parties prennent toutes mesures appropriées et effectives pour garantir le droit qu'ont les personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, de posséder des biens ou d'en hériter, de contrôler leurs finances et d'avoir accès aux mêmes conditions que les autres personnes aux prêts bancaires, hypothèques et autres formes de crédit financier; ils veillent à ce que les personnes handicapées ne soient pas arbitrairement privées de leurs biens.

## Article 13

**Accès à la justice**

1. Les États Parties assurent l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, sur la base de l'égalité avec les autres, y compris par le biais d'aménagements procéduraux et d'aménagements en fonction de l'âge, afin de faciliter leur participation effective, directe ou indirecte, notamment en tant que témoins, à toutes les procédures judiciaires, y compris au stade de l'enquête et aux autres stades préliminaires.

2. Afin d'aider à assurer l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, les États Parties favorisent une formation appropriée des personnels concourant à l'administration de la justice, y compris les personnels de police et les personnels pénitentiaires.

## Article 14

**Liberté et sécurité de la personne**

1. Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres:

a) Jouissent du droit à la liberté et à la sûreté de leur personne;

b) Ne soient pas privées de leur liberté de façon illégale ou arbitraire; ils veillent en outre à ce que toute privation de liberté soit conforme à la loi et à ce qu'en aucun cas l'existence d'un handicap ne justifie une privation de liberté.

2. Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées, si elles sont privées de leur liberté à l'issue d'une quelconque procédure, aient droit, sur la base de l'égalité avec les autres, aux garanties prévues par le droit international des droits de l'homme et soient traitées conformément aux buts et principes de la présente Convention, y compris en bénéficiant d'aménagements raisonnables.

## Article 15

**Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

1. Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

2. Les États Parties prennent toutes mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher, sur la base de l'égalité avec les autres, que des personnes handicapées ne soient soumises à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

## Article 16

**Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance**

1. Les États Parties prennent toutes mesures législatives, administratives, sociales, éducatives et autres mesures appropriées pour protéger les personnes handicapées, à leur domicile comme à l'extérieur, contre toutes formes d'exploitation, de violence et de maltraitance, y compris leurs aspects fondés sur le sexe.

2. Les États Parties prennent également toutes mesures appropriées pour prévenir toutes les formes d'exploitation, de violence et de maltraitance en assurant notamment aux personnes handicapées, à leur famille et à leurs aidants des formes appropriées d'aide et d'accompagnement adaptées au sexe et à l'âge, y compris en mettant à leur disposition des informations et des services éducatifs sur les moyens d'éviter, de reconnaître et de dénoncer les cas d'exploitation, de violence et de maltraitance. Les États Parties veillent à ce que les services de protection tiennent compte de l'âge, du sexe et du handicap des intéressés.

3. Afin de prévenir toutes les formes d'exploitation, de violence et de maltraitance, les États Parties veillent à ce que tous les établissements et programmes destinés aux personnes handicapées soient effectivement contrôlés par des autorités indépendantes.

4. Les États Parties prennent toutes mesures appropriées pour faciliter le rétablissement physique, cognitif et psychologique, la réadaptation et la réinsertion sociale des personnes handicapées qui ont été victimes d'exploitation, de violence ou de maltraitance sous toutes leurs formes, notamment en mettant à leur disposition des services de protection. Le rétablissement et la réinsertion interviennent dans un environnement qui favorise la santé, le bien-être, l'estime de soi, la dignité et l'autonomie de la personne et qui prend en compte les besoins spécifiquement liés au sexe et à l'âge.

5. Les États Parties mettent en place une législation et des politiques efficaces, y compris une législation et des politiques axées sur les femmes et les enfants, qui garantissent que les cas d'exploitation, de violence et de maltraitance envers des personnes handicapées sont dépistés, font l'objet d'une enquête et, le cas échéant, donnent lieu à des poursuites.

#### Article 17

##### Protection de l'intégrité de la personne

Toute personne handicapée a droit au respect de son intégrité physique et mentale sur la base de l'égalité avec les autres.

#### Article 18

##### Droit de circuler librement et nationalité

1. Les États Parties reconnaissent aux personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, le droit de circuler librement, le droit de choisir librement leur résidence et le droit à une nationalité, et ils veillent notamment à ce que les personnes handicapées:

- a) Aient le droit d'acquérir une nationalité et de changer de nationalité et ne soient pas privées de leur nationalité arbitrairement ou en raison de leur handicap;
- b) Ne soient pas privées, en raison de leur handicap, de la capacité d'obtenir, de posséder et d'utiliser des titres attestant leur nationalité ou autres titres d'identité ou d'avoir recours aux procédures pertinentes, telles que les procédures d'immigration, qui peuvent être nécessaires pour faciliter l'exercice du droit de circuler librement;
- c) Aient le droit de quitter n'importe quel pays, y compris le leur;
- d) Ne soient pas privées, arbitrairement ou en raison de leur handicap, du droit d'entrer dans leur propre pays.

2. Les enfants handicapés sont enregistrés aussitôt leur naissance et ont dès celle-ci le droit à un nom, le

droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître leurs parents et d'être élevés par eux.

#### Article 19

##### Autonomie de vie et inclusion dans la société

Les États Parties à la présente Convention reconnaissent à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes, et prennent des mesures efficaces et appropriées pour faciliter aux personnes handicapées la pleine jouissance de ce droit ainsi que leur pleine intégration et participation à la société, notamment en veillant à ce que:

- a) Les personnes handicapées aient la possibilité de choisir, sur la base de l'égalité avec les autres, leur lieu de résidence et où et avec qui elles vont vivre et qu'elles ne soient pas obligées de vivre dans un milieu de vie particulier;
- b) Les personnes handicapées aient accès à une gamme de services à domicile ou en établissement et autres services sociaux d'accompagnement, y compris l'aide personnelle nécessaire pour leur permettre de vivre dans la société et de s'y insérer et pour empêcher qu'elles ne soient isolées ou victimes de ségrégation;
- c) Les services et équipements sociaux destinés à la population générale soient mis à la disposition des personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, et soient adaptés à leurs besoins.

#### Article 20

##### Mobilité personnelle

Les États Parties prennent des mesures efficaces pour assurer la mobilité personnelle des personnes handicapées, dans la plus grande autonomie possible, y compris en:

- a) Facilitant la mobilité personnelle des personnes handicapées selon les modalités et au moment que celles-ci choisissent, et à un coût abordable;
- b) Facilitant l'accès des personnes handicapées à des aides à la mobilité, appareils et accessoires, technologies d'assistance, formes d'aide humaine ou animale et médiateurs de qualité, notamment en faisant en sorte que leur coût soit abordable;
- c) Dispensant aux personnes handicapées et aux personnels spécialisés qui travaillent avec elles une formation aux techniques de mobilité;
- d) Encourageant les organismes qui produisent des aides à la mobilité, des appareils et accessoires et des technologies d'assistance à prendre en compte tous les aspects de la mobilité des personnes handicapées.

## Article 21

**Liberté d'expression et d'opinion et accès à l'information**

Les États Parties prennent toutes mesures appropriées pour que les personnes handicapées puissent exercer le droit à la liberté d'expression et d'opinion, y compris la liberté de demander, recevoir et communiquer des informations et des idées, sur la base de l'égalité avec les autres et en recourant à tous moyens, de communication de leur choix au sens de l'article 2 de la présente Convention. À cette fin, les États Parties:

- a) Communiquent les informations destinées au grand public aux personnes handicapées, sans tarder et sans frais supplémentaires pour celles-ci, sous des formes accessibles et au moyen de technologies adaptées aux différents types de handicap;
- b) Acceptent et facilitent le recours par les personnes handicapées, pour leurs démarches officielles, à la langue des signes, au braille, à la communication améliorée et alternative et à tous les autres moyens, modes et formes accessibles de communication de leur choix;
- c) Demandent instamment aux organismes privés qui mettent des services à la disposition du public, y compris par le biais de l'Internet, de fournir des informations et des services sous des formes accessibles aux personnes handicapées et que celles-ci puissent utiliser;
- d) Encouragent les médias, y compris ceux qui communiquent leurs informations par l'Internet, à rendre leurs services accessibles aux personnes handicapées;
- e) Reconnaissent et favorisent l'utilisation des langues des signes.

## Article 22

**Respect de la vie privée**

1. Aucune personne handicapée, quel que soit son lieu de résidence ou son milieu de vie, ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance ou autres types de communication ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation. Les personnes handicapées ont droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

2. Les États Parties protègent la confidentialité des informations personnelles et des informations relatives à la santé et à la réadaptation des personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres.

## Article 23

**Respect du domicile et de la famille**

1. Les États Parties prennent des mesures efficaces et appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des personnes handicapées dans tout ce qui a trait au

mariage, à la famille, à la fonction parentale et aux relations personnelles, sur la base de l'égalité avec les autres, et veillent à ce que:

- a) Soit reconnu à toutes les personnes handicapées, à partir de l'âge nubile, le droit de se marier et de fonder une famille sur la base du libre et plein consentement des futurs époux;
- b) Soient reconnus aux personnes handicapées le droit de décider librement et en toute connaissance de cause du nombre de leurs enfants et de l'espacement des naissances ainsi que le droit d'avoir accès, de façon appropriée pour leur âge, à l'information et à l'éducation en matière de procréation et de planification familiale; et à ce que les moyens nécessaires à l'exercice de ces droits leur soient fournis;
- c) Les personnes handicapées, y compris les enfants, conservent leur fertilité, sur la base de l'égalité avec les autres.

2. Les États Parties garantissent les droits et responsabilités des personnes handicapées en matière de tutelle, de curatelle, de garde et d'adoption des enfants ou d'institutions similaires, lorsque ces institutions existent dans la législation nationale; dans tous les cas, l'intérêt supérieur de l'enfant est la considération primordiale. Les États Parties apportent une aide appropriée aux personnes handicapées dans l'exercice de leurs responsabilités parentales.

3. Les États Parties veillent à ce que les enfants handicapés aient des droits égaux dans leur vie en famille. Aux fins de l'exercice de ces droits et en vue de prévenir la dissimulation, l'abandon, le délaissement et la ségrégation des enfants handicapés, les États Parties s'engagent à fournir aux enfants handicapés et à leur famille, à un stade précoce, un large éventail d'informations et de services, dont des services d'accompagnement.

4. Les États Parties veillent à ce qu'aucun enfant ne soit séparé de ses parents contre son gré, à moins que les autorités compétentes, sous réserve d'un contrôle juridictionnel, ne décident, conformément au droit et aux procédures applicables, qu'une telle séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. En aucun cas un enfant ne doit être séparé de ses parents en raison de son handicap ou du handicap de l'un ou des deux parents.

5. Les États Parties s'engagent, lorsque la famille immédiate n'est pas en mesure de s'occuper d'un enfant handicapé, à ne négliger aucun effort pour assurer la prise en charge de l'enfant par la famille élargie et, si cela n'est pas possible, dans un cadre familial au sein de la communauté.

## Article 24

**Éducation**

1. Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer



l'exercice de ce droit sans discrimination et sur la base de l'égalité des chances, les États Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation qui visent:

- a) Le plein épanouissement du potentiel humain et du sentiment de dignité et d'estime de soi, ainsi que le renforcement du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la diversité humaine;
- b) L'épanouissement de la personnalité des personnes handicapées, de leurs talents et de leur créativité ainsi que de leurs aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;
- c) La participation effective des personnes handicapées à une société libre.

2. Aux fins de l'exercice de ce droit, les États Parties veillent à ce que:

- a) Les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire;
- b) Les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire;
- c) Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun;
- d) Les personnes handicapées bénéficient, au sein du système d'enseignement général, de l'accompagnement nécessaire pour faciliter leur éducation effective;
- e) Des mesures d'accompagnement individualisé efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration.

3. Les États Parties donnent aux personnes handicapées la possibilité d'acquérir les compétences pratiques et sociales nécessaires de façon à faciliter leur pleine et égale participation au système d'enseignement et à la vie de la communauté. À cette fin, les États Parties prennent des mesures appropriées, et notamment:

- a) Facilitent l'apprentissage du braille, de l'écriture adaptée et des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative, le développement des capacités d'orientation et de la mobilité, ainsi que le soutien par les pairs et le mentorat;

- b) Facilitent l'apprentissage de la langue des signes et la promotion de l'identité linguistique des personnes sourdes;

- c) Veillent à ce que les personnes aveugles, sourdes ou sourdes et aveugles – et en particulier les enfants – reçoivent un enseignement dispensé dans la langue et par le biais des modes et moyens de communication qui conviennent le mieux à chacun, et ce, dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la sociabilisation.

4. Afin de faciliter l'exercice de ce droit, les États Parties prennent des mesures appropriées pour employer des enseignants, y compris des enseignants handicapés, qui ont une qualification en langue des signes ou en braille et pour former les cadres et personnels éducatifs à tous les niveaux. Cette formation comprend la sensibilisation aux handicaps et l'utilisation des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative et des techniques et matériels pédagogiques adaptés aux personnes handicapées.

5. Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. À cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées.

Article 25

#### Santé

Les États Parties reconnaissent que les personnes handicapées ont le droit de jouir du meilleur état de santé possible sans discrimination fondée sur le handicap. Ils prennent toutes les mesures appropriées pour leur assurer l'accès à des services de santé qui prennent en compte les sexospécificités, y compris des services de réadaptation. En particulier, les États Parties:

- a) Fournissent aux personnes handicapées des services de santé gratuits ou d'un coût abordable couvrant la même gamme et de la même qualité que ceux offerts aux autres personnes, y compris des services de santé sexuelle et génésique et des programmes de santé publique communautaires;

- b) Fournissent aux personnes handicapées les services de santé dont celles-ci ont besoin en raison spécifiquement de leur handicap, y compris des services de dépistage précoce et, s'il y a lieu, d'intervention précoce, et des services destinés à réduire au maximum ou à prévenir les nouveaux handicaps, notamment chez les enfants et les personnes âgées;

- c) Fournissent ces services aux personnes handicapées aussi près que possible de leur communauté, y compris en milieu rural;

- d) Exigent des professionnels de la santé qu'ils dispensent aux personnes handicapées des soins de la même qualité que ceux dispensés aux autres, et notamment qu'ils obtiennent le consentement libre et éclairé des personnes handicapées concernées; à cette fin, les États Parties mènent des activités de formation et promulguent des règles déontologiques pour les secteurs public et privé de la santé de façon, entre autres, à sensibiliser les personnels aux droits de l'homme, à la dignité, à l'autonomie et aux besoins des personnes handicapées;
- e) Interdisent dans le secteur des assurances la discrimination à l'encontre des personnes handicapées, qui doivent pouvoir obtenir à des conditions équitables et raisonnables une assurance maladie et, dans les pays où elle est autorisée par le droit national, une assurance-vie;
- f) Empêchent tout refus discriminatoire de fournir des soins ou services médicaux ou des aliments ou des liquides en raison d'un handicap.

## Article 26

**Adaptation et réadaptation**

1. Les États Parties prennent des mesures efficaces et appropriées, faisant notamment intervenir l'entraide entre pairs, pour permettre aux personnes handicapées d'atteindre et de conserver le maximum d'autonomie, de réaliser pleinement leur potentiel physique, mental, social et professionnel, et de parvenir à la pleine intégration et à la pleine participation à tous les aspects de la vie. À cette fin, les États Parties organisent, renforcent et développent des services et programmes diversifiés d'adaptation et de réadaptation, en particulier dans les domaines de la santé, de l'emploi, de l'éducation et des services sociaux, de telle sorte que ces services et programmes:

- a) Commencent au stade le plus précoce possible et soient fondés sur une évaluation pluridisciplinaire des besoins et des atouts de chacun;
- b) Facilitent la participation et l'intégration à la communauté et à tous les aspects de la société, soient librement acceptés et soient mis à la disposition des personnes handicapées aussi près que possible de leur communauté, y compris dans les zones rurales.

2. Les États Parties favorisent le développement de la formation initiale et continue des professionnels et personnels qui travaillent dans les services d'adaptation et de réadaptation.

3. Les États Parties favorisent l'offre, la connaissance et l'utilisation d'appareils et de technologies d'aide, conçus pour les personnes handicapées, qui facilitent l'adaptation et la réadaptation.

## Article 27

**Travail et emploi**

1. Les États Parties reconnaissent aux personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, le droit au travail, notamment à la possibilité de gagner leur vie en accomplissant un travail librement choisi ou accepté sur un marché du travail et dans un milieu de travail ouverts, favorisant l'inclusion et accessibles aux personnes handicapées. Ils garantissent et favorisent l'exercice du droit au travail, y compris pour ceux qui ont acquis un handicap en cours d'emploi, en prenant des mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour notamment :

- a) Interdire la discrimination fondée sur le handicap dans tout ce qui a trait à l'emploi sous toutes ses formes, notamment les conditions de recrutement, d'embauche et d'emploi, le maintien dans l'emploi, l'avancement et les conditions de sécurité et d'hygiène au travail;
- b) Protéger le droit des personnes handicapées à bénéficier, sur la base de l'égalité avec les autres, de conditions de travail justes et favorables, y compris l'égalité des chances et l'égalité de rémunération à travail égal, la sécurité et l'hygiène sur les lieux de travail, la protection contre le harcèlement et des procédures de règlement des griefs;
- c) Faire en sorte que les personnes handicapées puissent exercer leurs droits professionnels et syndicaux sur la base de l'égalité avec les autres;
- d) Permettre aux personnes handicapées d'avoir effectivement accès aux programmes d'orientation technique et professionnel, aux services de placement et aux services de formation professionnelle et continue offerts à la population en général;
- e) Promouvoir les possibilités d'emploi et d'avancement des personnes handicapées sur le marché du travail, ainsi que l'aide à la recherche et à l'obtention d'un emploi, au maintien dans l'emploi et au retour à l'emploi;
- f) Promouvoir les possibilités d'exercice d'une activité indépendante, l'esprit d'entreprise, et l'organisation de coopératives et la création d'entreprise;
- g) Employer des personnes handicapées dans le secteur public;
- h) Favoriser l'emploi de personnes handicapées dans le secteur privé en mettant en oeuvre des politiques et mesures appropriées, y compris le cas échéant des programmes d'action positive, des incitations et d'autres mesures;
- i) Faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés aux lieux de travail en faveur des personnes handicapées;

- j) Favoriser l'acquisition par les personnes handicapées d'une expérience professionnelle sur le marché du travail général;
- k) Promouvoir des programmes de réadaptation technique et professionnelle, de maintien dans l'emploi et de retour à l'emploi pour les personnes handicapées.

2. Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées ne soient tenues ni en esclavage ni en servitude, et à ce qu'elles soient protégées, sur la base de l'égalité avec les autres, contre le travail forcé ou obligatoire.

#### Article 28

##### Niveau de vie adéquat et protection sociale

1. Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à un niveau de vie adéquat pour elles-mêmes et pour leur famille, notamment une alimentation, un habillement et un logement adéquats, et à une amélioration constante de leurs conditions de vie et prennent des mesures appropriées pour protéger et promouvoir l'exercice de ce droit sans discrimination fondée sur le handicap.

2. Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à la protection sociale et à la jouissance de ce droit sans discrimination fondée sur le handicap et prennent des mesures appropriées pour protéger et promouvoir l'exercice de ce droit, y compris des mesures destinées à:

- a) Assurer aux personnes handicapées l'égalité d'accès aux services d'eau salubre et leur assurer l'accès à des services, appareils et accessoires et autres aides répondant aux besoins créés par leur handicap qui soient appropriés et abordables;
- b) Assurer aux personnes handicapées, en particulier aux femmes et aux filles et aux personnes âgées, l'accès aux programmes de protection sociale et aux programmes de réduction de la pauvreté;
- c) Assurer aux personnes handicapées et à leurs familles, lorsque celles-ci vivent dans la pauvreté, l'accès à l'aide publique pour couvrir les frais liés au handicap, notamment les frais permettant d'assurer adéquatement une formation, un soutien psychologique, une aide financière ou une prise en charge de répit;
- d) Assurer aux personnes handicapées l'accès aux programmes de logements sociaux;
- e) Assurer aux personnes handicapées l'égalité d'accès aux programmes et prestations de retraite.

#### Article 29

##### Participation à la vie politique et à la vie publique

Les États Parties garantissent aux personnes handicapées la jouissance des droits politiques et la possibilité de les exercer sur la base de l'égalité avec les autres, et s'engagent:

- a) À faire en sorte que les personnes handicapées puissent effectivement et pleinement

participer à la vie politique et à la vie publique sur la base de l'égalité avec les autres, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et notamment qu'elles aient le droit et la possibilité de voter et d'être élues, et pour cela les États Parties, entre autres mesures:

- i) Veillent à ce que les procédures, équipements et matériels électoraux soient appropriés, accessibles et faciles à comprendre et à utiliser;
- ii) Protègent le droit qu'ont les personnes handicapées de voter à bulletin secret et sans intimidation aux élections et référendums publics, de se présenter aux élections et d'exercer effectivement un mandat électif ainsi que d'exercer toutes fonctions publiques à tous les niveaux de l'État, et facilitent, s'il y a lieu, le recours aux technologies d'assistance et aux nouvelles technologies;
- iii) Garantissent la libre expression de la volonté des personnes handicapées en tant qu'électeurs et à cette fin si nécessaire, et à leur demande, les autorisent à se faire assister d'une personne de leur choix pour voter;
- b) À promouvoir activement un environnement dans lequel les personnes handicapées peuvent effectivement et pleinement participer à la conduite des affaires publiques, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, et à encourager leur participation aux affaires publiques, notamment par le biais:
  - i) De leur participation aux organisations non gouvernementales et associations qui s'intéressent à la vie publique et politique du pays, et de leur participation aux activités et à l'administration des partis politiques;
  - ii) De la constitution d'organisations de personnes handicapées pour les représenter aux niveaux international, national, régional et local et de l'adhésion à ces organisations.

#### Article 30

##### Participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports

1. Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées de participer à la vie culturelle, sur la base de l'égalité avec les autres, et prennent toutes mesures appropriées pour faire en sorte qu'elles:

- a) Aient accès aux produits culturels dans des formats accessibles;
- b) Aient accès aux émissions de télévision, aux films, aux pièces de théâtre et autres activités culturelles dans des formats accessibles;
- c) Aient accès aux lieux d'activités culturelles tels que les théâtres, les musées, les cinémas, les bibliothèques et les services touristiques, et, dans la mesure du possible, aux monuments et sites importants pour la culture nationale.

2. Les États Parties prennent des mesures appropriées pour donner aux personnes handicapées la possibilité de développer et de réaliser leur potentiel créatif, artistique et intellectuel, non seulement dans leur propre intérêt, mais aussi pour l'enrichissement de la société.

3. Les États Parties prennent toutes mesures appropriées, conformément au droit international, pour faire en sorte que les lois protégeant les droits de propriété intellectuelle ne constituent pas un obstacle déraisonnable ou discriminatoire à l'accès des personnes handicapées aux produits culturels.

4. Les personnes handicapées ont droit, sur la base de l'égalité avec les autres, à la reconnaissance et au soutien de leur identité culturelle et linguistique spécifique, y compris les langues des signes et la culture des sourds.

5. Afin de permettre aux personnes handicapées de participer, sur la base de l'égalité avec les autres, aux activités récréatives, de loisir et sportives, les États Parties prennent des mesures appropriées pour:

- a) Encourager et promouvoir la participation, dans toute la mesure possible, de personnes handicapées aux activités sportives ordinaires à tous les niveaux;
- b) Faire en sorte que les personnes handicapées aient la possibilité d'organiser et de mettre au point des activités sportives et récréatives qui leur soient spécifiques et d'y participer, et, à cette fin, encourager la mise à leur disposition, sur la base de l'égalité avec les autres, de moyens d'entraînements, de formations et de ressources appropriés;
- c) Faire en sorte que les personnes handicapées aient accès aux lieux où se déroulent des activités sportives, récréatives et touristiques;
- d) Faire en sorte que les enfants handicapés puissent participer, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, aux activités ludiques, récréatives, de loisir et sportives, y compris dans le système scolaire;
- e) Faire en sorte que les personnes handicapées aient accès aux services des personnes et organismes chargés d'organiser des activités récréatives, de tourisme et de loisir et des activités sportives.

#### Article 31

##### Statistiques et collecte des données

1. Les États Parties s'engagent à recueillir des informations appropriées, y compris des données statistiques et résultats de recherches, qui leur permettent de formuler et d'appliquer des politiques visant à donner effet à la présente Convention. Les procédures de collecte et de conservation de ces informations respectent:

- a) Les garanties légales, y compris celles qui découlent de la législation sur la protection

des données, afin d'assurer la confidentialité et le respect de la vie privée des personnes handicapées;

- b) Les normes internationalement acceptées de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les principes éthiques qui régissent la collecte et l'exploitation des statistiques.

2. Les informations recueillies conformément au présent article sont désagrégées, selon qu'il convient, et utilisées pour évaluer la façon dont les États Parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la présente Convention et identifier et lever les obstacles que rencontrent les personnes handicapées dans l'exercice de leurs droits.

3. Les États Parties ont la responsabilité de diffuser ces statistiques et veillent à ce qu'elles soient accessibles aux personnes handicapées et autres personnes.

#### Article 32

##### Coopération internationale

1. Les États Parties reconnaissent l'importance de la coopération internationale et de sa promotion, à l'appui des efforts déployés au niveau national pour la réalisation de l'objet et des buts de la présente Convention, et prennent des mesures appropriées et efficaces à cet égard, entre eux et, s'il y a lieu, en partenariat avec les organisations internationales et régionales compétentes et la société civile, en particulier les organisations de personnes handicapées. Ils peuvent notamment prendre des mesures destinées à:

- a) Faire en sorte que la coopération internationale – y compris les programmes de développement international – prenne en compte les personnes handicapées et leur soit accessible;
- b) Faciliter et appuyer le renforcement des capacités, notamment grâce à l'échange et au partage d'informations, d'expériences, de programmes de formation et de pratiques de référence;
- c) Faciliter la coopération aux fins de la recherche et de l'accès aux connaissances scientifiques et techniques;
- d) Apporter, s'il y a lieu, une assistance technique et une aide économique, y compris en facilitant l'acquisition et la mise en commun de technologies d'accès et d'assistance et en opérant des transferts de technologie.

2. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de l'obligation dans laquelle se trouve chaque État Partie de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

#### Article 33

##### Application et suivi au niveau national

1. Les États Parties désignent, conformément à leur système de gouvernement, un ou plusieurs points de

contact pour les questions relatives à l'application de la présente Convention et envisagent dûment de créer ou désigner, au sein de leur administration, un dispositif de coordination chargé de faciliter les actions liées à cette application dans différents secteurs et à différents niveaux.

2. Les États Parties, conformément à leurs systèmes administratif et juridique, maintiennent, renforcent, désignent ou créent, au niveau interne, un dispositif, y compris un ou plusieurs mécanismes indépendants, selon qu'il conviendra, de promotion, de protection et de suivi de l'application de la présente Convention. En désignant ou en créant un tel mécanisme, ils tiennent compte des principes applicables au statut et au fonctionnement des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme.

3. La société civile – en particulier les personnes handicapées et les organisations qui les représentent – est associée et participe pleinement à la fonction de suivi.

#### Article 34

##### Comité des droits des personnes handicapées

1. Il est institué un Comité des droits des personnes handicapées (ci-après dénommé «le Comité») qui s'acquitte des fonctions définies ci-après;

2. Le Comité se compose, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention, de douze experts. Après soixante ratifications et adhésions supplémentaires à la Convention, il sera ajouté six membres au Comité, qui atteindra alors sa composition maximum de dix-huit membres.

3. Les membres du Comité siègent à titre personnel et sont des personnalités d'une haute autorité morale et justifiant d'une compétence et d'une expérience reconnues dans le domaine auquel s'applique la présente Convention. Les États Parties sont invités, lorsqu'ils désignent leurs candidats, à tenir dûment compte de la disposition énoncée à l'article 4.3 de la Convention.

4. Les membres du Comité sont élus par les États Parties, compte tenu des principes de répartition géographique équitable, de représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, de représentation équilibrée des sexes et de participation d'experts handicapés.

5. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les États Parties parmi leurs ressortissants, lors de réunions de la Conférence des États Parties. À ces réunions, où le quorum est constitué par les deux tiers des États Parties, sont élus membres du Comité les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des États Parties présents et votants.

6. La première élection aura lieu dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera par écrit les États Parties à proposer leurs candidats dans un délai de deux mois. Le Secrétaire général dressera ensuite la liste alphabétique des can-

didats ainsi désignés, en indiquant les États Parties qui les ont désignés, et la communiquera aux États Parties à la présente Convention.

7. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles une fois. Toutefois, le mandat de six des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, les noms de ces six membres sont tirés au sort par le Président de la réunion visée au paragraphe 5 du présent article.

8. L'élection des six membres additionnels du Comité se fera dans le cadre d'élections ordinaires, conformément aux dispositions du présent article.

9. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, ou si, pour toute autre raison, un membre déclare ne plus pouvoir exercer ses fonctions, l'État Partie qui avait présenté sa candidature nomme un autre expert possédant les qualifications et répondant aux conditions énoncées dans les dispositions pertinentes du présent article pour pourvoir le poste ainsi vacant jusqu'à l'expiration du mandat correspondant.

10. Le Comité adopte son règlement intérieur.

11. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention et convoque sa première réunion.

12. Les membres du Comité reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées par l'Assemblée générale, eu égard à l'importance des fonctions du Comité.

13. Les membres du Comité bénéficient des facilités, privilèges et immunités accordés aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont prévus dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

#### Article 35

##### Rapports des États Parties

1. Chaque État Partie présente au Comité, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un rapport détaillé sur les mesures qu'il a prises pour s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente Convention et sur les progrès accomplis à cet égard, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État Partie intéressé.

2. Les États Parties présentent ensuite des rapports complémentaires au moins tous les quatre ans, et tous autres rapports demandés par le Comité.

3. Le Comité adopte, le cas échéant, des directives relatives à la teneur des rapports.

4. Les États Parties qui ont présenté au Comité un rapport initial détaillé n'ont pas, dans les rapports qu'ils lui présentent ensuite, à répéter les informations déjà communiquées. Les États Parties sont invités à établir leurs rapports selon une procédure ouverte et transparente et tenant dûment compte de la disposition énoncée à l'article 4.3 de la présente Convention.

5. Les rapports peuvent indiquer les facteurs et les difficultés qui affectent l'accomplissement des obligations prévues par la présente Convention.

#### Article 36

##### Examen des rapports

1. Chaque rapport est examiné par le Comité, qui formule les suggestions et recommandations d'ordre général sur le rapport qu'il estime appropriées et qui les transmet à l'État Partie intéressé. Cet État Partie peut communiquer en réponse au Comité toutes informations qu'il juge utiles. Le Comité peut demander aux États Parties tous renseignements complémentaires relatifs à l'application de la présente Convention.

2. En cas de retard important d'un État Partie dans la présentation d'un rapport, le Comité peut lui notifier qu'il sera réduit à examiner l'application de la présente Convention dans cet État Partie à partir des informations fiables dont il peut disposer, à moins que le rapport attendu ne lui soit présenté dans les trois mois de la notification. Le Comité invitera l'État Partie intéressé à participer à cet examen. Si l'État Partie répond en présentant son rapport, les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliqueront.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communique les rapports à tous les États Parties.

4. Les États Parties mettent largement leurs rapports à la disposition du public dans leur propre pays et facilitent l'accès du public aux suggestions et recommandations d'ordre général auxquelles ils ont donné lieu.

5. Le Comité transmet aux institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies et aux autres organismes compétents, s'il le juge nécessaire, les rapports des États Parties contenant une demande ou indiquant un besoin de conseils ou d'assistance techniques, accompagnés, le cas échéant, de ses observations et suggestions touchant ladite demande ou indication, afin qu'il puisse y être répondu.

#### Article 37

##### Coopération entre les États Parties et le Comité

1. Les États Parties coopèrent avec le Comité et aident ses membres à s'acquitter de leur mandat.

2. Dans ses rapports avec les États Parties, le Comité accordera toute l'attention voulue aux moyens de renforcer les capacités nationales aux fins de l'application de la présente Convention, notamment par le biais de la coopération internationale.

#### Article 38

##### Rapports du Comité avec d'autres organismes et organes

Pour promouvoir l'application effective de la Convention et encourager la coopération internationale dans le domaine qu'elle vise :

a) Les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'application des dispositions de la présente Convention qui relèvent de leur mandat. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées et tous autres organismes qu'il jugera appropriés à donner des avis spécialisés sur l'application de la Convention dans les domaines qui relèvent de leurs mandats respectifs. Il peut inviter les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à lui présenter des rapports sur l'application de la Convention dans les secteurs qui relèvent de leur domaine d'activité;

b) Dans l'accomplissement de son mandat, le Comité consulte, selon qu'il le juge approprié, les autres organes pertinents créés par les traités internationaux relatives aux droits de l'homme en vue de garantir la cohérence de leurs directives en matière d'établissement de rapports, de leurs suggestions et de leurs recommandations générales respectives et d'éviter les doublons et les chevauchements dans l'exercice de leurs fonctions.

#### Article 39

##### Rapport du Comité

Le Comité rend compte de ses activités à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social tous les deux ans et peut formuler des suggestions et des recommandations générales fondées sur l'examen des rapports et des informations reçus des États Parties. Ces suggestions et ces recommandations générales sont incluses dans le rapport du Comité, accompagnées, le cas échéant, des observations des États Parties.

#### Article 40

##### Conférence des États Parties

1. Les États Parties se réunissent régulièrement en Conférence des États Parties pour examiner toute question concernant l'application de la présente Convention.

2. Au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Conférence des États Parties sera convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ses réunions subséquentes seront convoquées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tous les deux ans ou sur décision de la Conférence des États Parties.

#### Article 41

##### Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la présente Convention.

## Article 42

**Signature**

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États et des organisations d'intégration régionale au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York à compter du 30 mars 2007.

## Article 43

**Consentement à être lié**

La présente Convention est soumise à la ratification des États et à la confirmation formelle des organisations d'intégration régionale qui l'ont signée. Elle sera ouverte à l'adhésion de tout État ou organisation d'intégration régionale qui ne l'a pas signée.

## Article 44

**Organisations d'intégration régionale**

1. Par «organisation d'intégration régionale» on entend toute organisation constituée par des États souverains d'une région donnée, à laquelle ses États membres ont transféré des compétences dans les domaines régis par la Convention. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'adhésion, ces organisations indiquent l'étendue de leur compétence dans les domaines régis par la Convention. Par la suite, elles notifient au depositaire toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

2. Dans la présente Convention, les références aux «États Parties» s'appliquent à ces organisations dans la limite de leur compétence.

3. Aux fins du paragraphe 1 de l'article 45 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 47, les instruments déposés par les organisations d'intégration régionale ne sont pas comptés.

4. Les organisations d'intégration régionale disposent, pour exercer leur droit de vote à la Conférence des États Parties dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties à la présente Convention. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

## Article 45

**Entrée en vigueur**

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États ou chacune des organisations d'intégration régionale qui ratifieront ou confirmeront formellement la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'adhésion ou de confirmation formelle.

## Article 46

**Réserves**

1. Les réserves incompatibles avec l'objet et le but de la présente Convention ne sont pas admises.

2. Les réserves peuvent être retirées à tout moment.

## Article 47

**Amendements**

1. Tout État Partie peut proposer un amendement à la présente Convention et le soumettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communique les propositions d'amendement aux États Parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États Parties en vue d'examiner ces propositions et de se prononcer sur elles. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États Parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle conférence, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par une majorité des deux tiers des États Parties présents et votants est soumis pour approbation à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, puis pour acceptation à tous les États Parties.

2. Tout amendement adopté et approuvé conformément au paragraphe 1 du présent article entre en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle le nombre d'instruments d'acceptation atteint les deux tiers du nombre des États Parties à la date de son adoption. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour chaque État Partie le trentième jour suivant le dépôt par cet État de son instrument d'acceptation. L'amendement ne lie que les États Parties qui l'ont accepté.

3. Si la Conférence des États Parties en décide ainsi par consensus, un amendement adopté et approuvé conformément au paragraphe 1 du présent article et portant exclusivement sur les articles 34, 38, 39 et 40 entre en vigueur pour tous les États Parties le trentième jour suivant la date à laquelle le nombre d'instruments d'acceptation atteint les deux tiers du nombre des États Parties à la date de son adoption.

## Article 48

**Dénonciation**

Tout État Partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification.

## Article 49

**Format accessible**

Le texte de la présente Convention sera diffusé en formats accessibles.

## Article 50

**Textes faisant foi**

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de la présente Convention font également foi.

*En foi de quoi* les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

**PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT  
À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS  
DES PERSONNES HANDICAPÉES**

*Les États Parties au présent Protocole sont convenus de ce qui suit:*

Article premier

1. Tout État Partie au présent Protocole («État Partie») reconnaît que le Comité des droits des personnes handicapées («le Comité») a compétence pour recevoir et examiner les communications présentées par des particuliers ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation par cet État Partie des dispositions de la Convention.

2. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un État Partie à la

Convention qui n'est pas partie au présent Protocole.

Article 2

Le Comité déclare irrecevable toute communication:

- a) Qui est anonyme;
- b) Qui constitue un abus du droit de présenter de telles communications ou est incompatible avec les dispositions de la Convention;
- c) Ayant trait à une question qu'il a déjà examinée ou qui a déjà été examinée ou est en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;
- d) Concernant laquelle tous les recours internes disponibles n'ont pas été épuisés, à moins que la procédure de recours n'excède des délais raisonnables ou qu'il soit improbable que le requérant obtienne réparation par ce moyen;
- e) Qui est manifestement mal fondée ou insuffisamment motivée; ou
- f) Qui porte sur des faits antérieurs à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'État Partie intéressé, à moins que ces faits ne persistent après cette date.

Article 3

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, le Comité porte confidentiellement à l'attention de l'État Partie intéressé toute communication qui lui est adressée. L'État Partie intéressé soumet par écrit au Comité, dans un délai de six mois, des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

Article 4

1. Après réception d'une communication et avant de prendre une décision sur le fond, le Comité peut à tout moment soumettre à l'urgente attention de l'État Par-

tie intéressé une demande tendant à ce qu'il prenne les mesures conservatoires nécessaires pour éviter qu'un dommage irréparable ne soit causé aux victimes de la violation présumée.

2. Le Comité ne préjuge pas de sa décision sur la recevabilité ou le fond de la communication du simple fait qu'il exerce la faculté que lui donne le paragraphe 1 du présent article.

Article 5

Le Comité examine à huis clos les communications qui lui sont adressées en vertu du présent Protocole. Après avoir examiné une communication, le Comité transmet ses suggestions et recommandations éventuelles à l'État Partie intéressé et au pétitionnaire.

Article 6

1. Si le Comité est informé, par des renseignements crédibles, qu'un État Partie porte gravement ou systématiquement atteinte aux droits énoncés dans la Convention, il invite cet État à s'entretenir avec lui des renseignements portés à son attention et à présenter ses observations à leur sujet.

2. Le Comité, se fondant sur les observations éventuellement formulées par l'État Partie intéressé, ainsi que sur tout autre renseignement crédible dont il dispose, peut charger un ou plusieurs de ses membres d'effectuer une enquête et de lui rendre compte sans tarder des résultats de celle-ci. Cette enquête peut, lorsque cela se justifie et avec l'accord de l'État Partie, comporter des visites sur le territoire de cet État.

3. Après avoir étudié les résultats de l'enquête, le Comité les communique à l'État Partie intéressé, accompagnés, le cas échéant, d'observations et de recommandations.

4. Après avoir été informé des résultats de l'enquête et des observations et recommandations du Comité, l'État Partie présente ses observations à celui-ci dans un délai de six mois.

5. L'enquête conserve un caractère confidentiel et la coopération de l'État Partie sera sollicitée à tous les stades de la procédure.

Article 7

1. Le Comité peut inviter l'État Partie intéressé à inclure, dans le rapport qu'il doit présenter conformément à l'article 35 de la Convention, des précisions sur les mesures qu'il a prises à la suite d'une enquête effectuée en vertu de l'article 6 du présent Protocole.

2. À l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 4 de l'article 6, le Comité peut, s'il y a lieu, inviter l'État Partie intéressé à l'informer des mesures qu'il a prises à la suite de l'enquête.

Article 8

Tout État Partie peut, au moment où il signe ou ratifie le présent Protocole ou y adhère, déclarer qu'il ne reconnaît pas au Comité la compétence que lui confèrent les articles 6 et 7.



## Article 9

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Protocole.

## Article 10

Le présent Protocole est ouvert à la signature des États et des organisations d'intégration régionale qui ont signé la Convention, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à compter du 30 mars 2007.

## Article 11

Le présent Protocole est soumis à la ratification des États qui l'ont signé et ont ratifié la Convention ou y ont adhéré. Il doit être confirmé formellement par les organisations d'intégration régionale qui l'ont signé et qui ont confirmé formellement la Convention ou y ont adhéré. Il sera ouvert à l'adhésion de tout État ou de toute organisation d'intégration régionale qui a ratifié ou confirmé formellement la Convention ou qui y a adhéré mais qui n'a pas signé le Protocole.

## Article 12

1. Par « organisation d'intégration régionale » on entend toute organisation constituée par des États souverains d'une région donnée, à laquelle ses États membres ont transféré des compétences dans les domaines régis par la Convention et le présent Protocole. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'adhésion, ces organisations indiquent l'étendue de leur compétence dans les domaines régis par la Convention et le présent Protocole. Par la suite, elles notifient au dépositaire toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

2. Dans le présent Protocole, les références aux « États Parties » s'appliquent à ces organisations dans la limite de leur compétence.

3. Aux fins du paragraphe 1 de l'article 13 et du paragraphe 2 de l'article 15, les instruments déposés par des organisations d'intégration régionale ne sont pas comptés.

4. Les organisations d'intégration régionale disposent, pour exercer leur droit de vote à la réunion des États Parties dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties au présent Protocole. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

## Article 13

1. Sous réserve de l'entrée en vigueur de la Convention, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États ou chacune des organisations d'intégration régionale qui ratifieront ou confirmeront formellement le Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, le

Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'adhésion ou de confirmation formelle.

## Article 14

1. Les réserves incompatibles avec l'objet et le but du présent Protocole ne sont pas admises.

2. Les réserves peuvent être retirées à tout moment.

## Article 15

1. Tout État Partie peut proposer un amendement au présent Protocole et le soumettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communique les propositions d'amendement aux États Parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une réunion des États Parties en vue d'examiner ces propositions et de se prononcer sur elles. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États Parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle réunion, le Secrétaire général convoque la réunion sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par une majorité des deux tiers des États Parties présents et votants est soumis pour approbation à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, puis pour acceptation à tous les États Parties.

2. Tout amendement adopté et approuvé conformément au paragraphe 1 du présent article entre en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle le nombre d'instruments d'acceptation atteint les deux tiers du nombre des États Parties à la date de son adoption. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour chaque État Partie le trentième jour suivant le dépôt par cet État de son instrument d'acceptation. L'amendement ne lie que les États Parties qui l'ont accepté.

## Article 16

Tout État Partie peut dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification.

## Article 17

Le texte du présent Protocole sera diffusé en formats accessibles.

## Article 18

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Protocole font également foi.

*En foi de quoi* les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

## CONVENÇÃO SOBRE OS DIREITOS DAS PESSOAS PORTADORAS DE DEFICIÊNCIA

### Preâmbulo

Os Estados Partes na presente Convenção,

- a) **Relembrando** os princípios consagrados na Carta das Nações Unidas, que reconhecem a dignidade e o valor inerentes e os direitos iguais e inalienáveis de todos os membros da família humana como o fundamento da liberdade, da justiça e da paz no mundo,
- b) **Reconhecendo** que as Nações Unidas, na Declaração Universal dos Direitos do Homem e nos Pactos Internacionais sobre Direitos Humanos, proclamaram e concordaram que todas as pessoas gozam de todos os direitos e liberdades enunciados nestes instrumentos, sem distinção de qualquer espécie,
- c) **Reafirmando** a universalidade, a indivisibilidade, a interdependência e a inter-relação de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais, bem como a necessidade de garantir que todas as pessoas portadoras de deficiência os exerçam plenamente sem discriminação,
- d) **Recordando** o Pacto Internacional dos Direitos Económicos, Sociais e Culturais, o Pacto Internacional dos Direitos Civis e Políticos, a Convenção Internacional sobre a Eliminação de Todas as Formas de Discriminação Racial, a Convenção sobre a Eliminação de Todas as Formas de Discriminação contra as Mulheres, a Convenção contra a Tortura e Outras Penas ou Tratamentos Cruéis, Desumanos ou Degradantes, a Convenção sobre os Direitos da Criança e a Convenção Internacional sobre a Protecção dos Direitos de Todos os Trabalhadores Migrantes e Membros de suas Famílias,
- e) **Reconhecendo** que a deficiência é um conceito em evolução e que a deficiência resulta da interacção entre pessoas com incapacidades e barreiras comportamentais e ambientais que impedem a plena e efectiva participação destas pessoas na sociedade em igualdade de condições com as demais,
- f) **Reconhecendo** a importância dos princípios e directrizes de política constantes do Programa de Acção Mundial para as Pessoas Portadoras de Deficiência e das Normas sobre a Igualdade de Oportunidades para as Pessoas Portadoras de Deficiência e a sua influência na promoção, formulação e avaliação de políticas, planos, programas e acções aos níveis nacional, regional e internacional que visem o incremento da igualdade de oportunidades para as pessoas portadoras de deficiência,
- g) **Salientando** a importância de incorporar as questões relativas à deficiência como parte integrante das estratégias pertinentes de desenvolvimento sustentável,
- h) **Reconhecendo** igualmente que a discriminação contra qualquer pessoa em razão da sua deficiência constitui uma violação da dignidade e do valor inerentes ao ser humano,
- i) **Reconhecendo** ainda a diversidade das pessoas portadoras de deficiência,
- j) **Reconhecendo** a necessidade de promover e proteger os direitos humanos de todas as pessoas portadoras de deficiência, nomeadamente daquelas que requerem um maior apoio,
- k) **Observando** com preocupação que, não obstante estes diversos instrumentos e compromissos, as pessoas portadoras de deficiência continuam a enfrentar obstáculos à sua participação em igualdade de condições na sociedade e que os seus direitos humanos continuam a ser objecto de violações em todas as partes do mundo,
- l) **Reconhecendo** a importância da cooperação internacional para melhorar as condições de vida das pessoas portadoras de deficiência em todos os países, especialmente nos países em vias de desenvolvimento,
- m) **Reconhecendo** o valor dos contributos reais e potenciais das pessoas portadoras de deficiência para o bem-estar comum e a diversidade das suas comunidades, e que a promoção do pleno exercício, por parte das pessoas portadoras de deficiência, dos seus direitos humanos e liberdades fundamentais e da sua plena participação na sociedade resultará no fortalecimento do seu sentido de pertença e no significativo desenvolvimento humano, social e económico da sociedade e na erradicação da pobreza,
- n) **Reconhecendo** a importância que reveste para as pessoas portadoras de deficiência a sua autonomia e independência individuais, incluindo a liberdade de fazer as suas próprias escolhas,
- o) **Considerando** que as pessoas portadoras de deficiência devem ter a oportunidade de participar activamente nos processos de tomada de decisão sobre políticas e programas, em particular aqueles que lhes dizem directamente respeito,
- p) **Preocupados** com as difíceis situações com que se confrontam as pessoas portadoras de deficiência, que estão sujeitas a formas múltiplas e agravadas de discriminação em razão da raça, cor, sexo, língua, religião,

opinião política ou de outra natureza, origem nacional, étnica, nativa ou social, fortuna, nascimento, idade ou qualquer outra condição,

- q) **Reconhecendo** que as mulheres e as jovens portadoras de deficiência se encontram frequentemente expostas, tanto dentro como fora do lar, a maiores riscos de violência, lesões ou abusos, negligência ou tratamento negligente, maus-tratos ou exploração,
- r) **Reconhecendo** que as crianças portadoras de deficiência devem gozar plenamente de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais em igualdade de condições com as demais crianças e lembrando as obrigações assumidas neste sentido pelos Estados Partes na Convenção sobre os Direitos da Criança,
- s) **Salientando** a necessidade de integrar o princípio da igualdade dos sexos em todos os esforços para promover o pleno gozo dos direitos humanos e das liberdades fundamentais por parte das pessoas portadoras de deficiência,
- t) **Realçando** o facto de que a maioria das pessoas portadoras de deficiência vive em condições de pobreza e, a este respeito, reconhecendo a necessidade fundamental de contrariar os efeitos negativos da pobreza em pessoas portadoras de deficiência,
- u) **Conscientes** de que para assegurar a plena protecção das pessoas portadoras de deficiência, em particular em caso de conflitos armados e de ocupação estrangeira, é indispensável que se verifiquem condições de paz e de segurança baseadas no pleno respeito dos objectivos e princípios consagrados na Carta das Nações Unidas e na observância dos instrumentos de direitos humanos aplicáveis,
- v) **Reconhecendo** a importância da acessibilidade aos meios físico, social, económico e cultural, à saúde, à educação, à informação e comunicação para possibilitar às pessoas portadoras de deficiência o pleno gozo de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais,
- w) **Conscientes** de que as pessoas, que têm deveres para com as outras pessoas e para com a comunidade a que pertencem, têm o dever de tentar, por todos os meios ao seu alcance, promover e respeitar os direitos reconhecidos na Carta Internacional dos Direitos do Homem,
- x) **Convencidos** de que a família é o elemento natural e fundamental da sociedade e que tem direito à protecção da sociedade e do Estado e que as pessoas portadoras de deficiência e os membros das suas famílias devem receber a protecção e a assistência necessárias de modo a permitir que as famílias possam contribuir

para que as pessoas portadoras de deficiência gozem os seus direitos plenamente e em igualdade de condições,

- y) **Convencidos** de que uma convenção internacional ampla e integrada para promover e proteger os direitos e a dignidade das pessoas portadoras de deficiência constituirá um contributo significativo para corrigir a profunda desvantagem social das pessoas portadoras de deficiência e promover a sua participação, em igualdade de oportunidades, em todos os domínios da vida civil, política, económica, social e cultural, tanto nos países desenvolvidos como nos países em vias de desenvolvimento,

Acordaram no seguinte:

Artigo 1.º

#### Objectivo

A presente Convenção tem por objectivo promover, proteger e assegurar o pleno e igual gozo de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais por parte de todas as pessoas portadoras de deficiência e promover o respeito pela sua inerente dignidade.

Por pessoas portadoras de deficiência entende-se todas as pessoas que padecem a longo prazo de deficiências físicas, mentais, intelectuais ou sensoriais que, em interacção com os diferentes obstáculos, sejam susceptíveis de impedir a sua participação plena e efectiva na sociedade, em igualdade de condições com as demais pessoas.

Artigo 2.º

#### Definições

Para efeitos da presente Convenção:

«Comunicação» abrange, nomeadamente, linguagens, visualização de textos, Braille, comunicação táctil, letras em macro-tipos, suportes multimédia acessíveis, bem como linguagem escrita, sistemas auditivos, linguagem simplificada, leitores humanos e outras formas, meios, e formatos aumentativos e alternativos de comunicação, incluindo as tecnologias de informação e de comunicação acessíveis;

«Linguagem» abrange, nomeadamente, as línguas faladas e gestuais e outras formas de linguagem não falada;

«Discriminação em razão de deficiência» designa toda e qualquer diferenciação, exclusão ou restrição baseada na deficiência que tenha por objecto ou efeito impedir ou impossibilitar o reconhecimento, o gozo ou o exercício, em igualdade de condições com as demais pessoas, de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais nos domínios político, económico, social, cultural, civil ou qualquer outro. Abrange todas as formas de discriminação, incluindo a recusa de adaptações razoáveis;

«Adaptações razoáveis» designa as modificações e os ajustes necessários e adequados que não acarretem um ónus desproporcional ou excessivo, quando requeridos

num determinado caso, a fim de assegurar que as pessoas portadoras de deficiência possam gozar ou exercer, em igualdade de condições com as demais pessoas, todos os direitos humanos e liberdades fundamentais;

«Desenho universal» designa a concepção de produtos, ambientes, programas e serviços a serem utilizados, o mais possível, por todas as pessoas, sem necessidade de adaptação ou projecto específico. O «desenho universal» não exclui os dispositivos de apoio para grupos específicos de pessoas portadoras de deficiência, quando necessários.

#### Artigo 3.º

##### Princípios gerais

Os princípios da presente Convenção são:

- a) O respeito pela dignidade inerente, a autonomia individual, nomeadamente a liberdade de fazer as próprias escolhas, e a independência das pessoas;
- b) A não-discriminação;
- c) A plena e efectiva participação e inclusão na sociedade;
- d) O respeito pela diferença e a aceitação das pessoas portadoras de deficiência como parte da diversidade humana e da humanidade;
- e) A igualdade de oportunidades;
- f) A acessibilidade;
- g) A igualdade entre homens e mulheres;
- h) O respeito pelas capacidades evolutivas das crianças portadoras de deficiência e pelo direito das crianças portadoras de deficiência de preservar a sua identidade.

#### Artigo 4.º

##### Obrigações gerais

1. Os Estados Partes comprometem-se a assegurar e a promover o pleno exercício de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais para todas as pessoas portadoras de deficiência, sem qualquer tipo de discriminação em razão da sua deficiência. Para o efeito, os Estados Partes comprometem-se a:

- a) Adoptar todas as medidas legislativas e administrativas e de qualquer outra natureza necessárias ao exercício dos direitos reconhecidos pela presente Convenção;
- b) Adoptar todas as medidas necessárias, nomeadamente medidas legislativas, para alterar ou revogar leis, regulamentos, costumes e práticas vigentes que constituam discriminação contra as pessoas portadoras de deficiência;
- c) Ter em conta, em todas as políticas e programas, a protecção e a promoção dos direitos humanos das pessoas portadoras de deficiência;

d) Abster-se de participar em qualquer acto ou prática incompatível com a presente Convenção e assegurar que as autoridades e instituições públicas actuem em conformidade com a presente Convenção;

e) Adoptar todas as medidas adequadas para eliminar a discriminação em razão de deficiência por parte de qualquer pessoa, organização ou empresa privada;

f) Realizar ou promover a investigação e o desenvolvimento de produtos, serviços, equipamentos e instalações com desenho universal, tal como definido no artigo 2.º da presente Convenção, que exijam o mínimo possível de adaptação e custos, destinados a atender às necessidades específicas das pessoas portadoras de deficiência, a promover a sua disponibilidade e utilização, bem como a promover o desenho universal aquando da elaboração de normas e orientações;

g) Realizar ou promover a investigação e o desenvolvimento, e promover a disponibilidade e utilização de novas tecnologias, nomeadamente as tecnologias de informação e comunicação, os meios auxiliares de mobilidade e os dispositivos e tecnologias de apoio que sejam adequados às pessoas portadoras de deficiência, dando prioridade às tecnologias de custo acessível;

h) Proporcionar e tornar acessível às pessoas portadoras de deficiência informação sobre meios auxiliares de mobilidade, dispositivos e tecnologias de apoio, incluindo novas tecnologias, bem como outras formas de assistência, serviços e instalações de apoio;

i) Promover a formação de profissionais e pessoas que trabalham com pessoas portadoras de deficiência em matéria dos direitos reconhecidos pela presente Convenção, por forma a melhorar a prestação de assistência e os serviços garantidos por estes direitos.

2. Em relação aos direitos económicos, sociais e culturais, cada Estado Parte compromete-se a adoptar medidas, tanto quanto os seus recursos disponíveis permitirem e quando necessário, no âmbito da cooperação internacional, a fim de assegurar progressivamente o pleno exercício destes direitos, sem prejuízo das obrigações previstas na presente Convenção que, por força do direito internacional, sejam imediatamente aplicáveis.

3. Na elaboração e execução de legislação e políticas para aplicar a presente Convenção e em outros processos de tomada de decisão relativos às pessoas portadoras de deficiência, os Estados Partes devem consultar e envolver activamente pessoas portadoras de deficiência, incluindo crianças portadoras de deficiência, por intermédio das suas organizações representativas.

4. O disposto na presente Convenção não afecta quaisquer disposições mais favoráveis ao exercício dos direitos

das pessoas portadoras de deficiência que possam constar na lei de um Estado Parte ou no direito internacional em vigor para este Estado. Não é admitida nenhuma restrição ou derrogação de qualquer dos direitos humanos ou liberdades fundamentais reconhecidos ou vigentes num Estado Parte na presente Convenção por virtude de leis, convenções, regulamentos ou costumes, sob o pretexto de que a presente Convenção não reconhece tais direitos e liberdades, ou de que os reconhece em menor grau.

5. As disposições da presente Convenção aplicam-se, sem quaisquer limitações ou excepções, a todas as partes constitutivas dos Estados federados.

Artigo 5.º

**Igualdade e não-discriminação**

1. Os Estados Partes reconhecem que todas as pessoas são iguais perante a lei e que, por força desta, têm direito, sem qualquer discriminação, a igual protecção e a igual benefício da lei.

2. Os Estados Partes devem proibir toda a discriminação em razão de deficiência e assegurar às pessoas portadoras de deficiência protecção legal igual e efectiva contra a discriminação por qualquer motivo.

3. A fim de promover a igualdade e eliminar a discriminação, os Estados Partes devem adoptar todas as medidas adequadas para garantir a realização das adaptações razoáveis necessárias.

4. Nos termos da presente Convenção, as medidas específicas que forem necessárias para acelerar ou alcançar a efectiva igualdade das pessoas portadoras de deficiência não são consideradas discriminatórias.

Artigo 6.º

**Mulheres com deficiência**

1. Os Estados Partes reconhecem que as mulheres e as jovens portadoras de deficiência estão sujeitas a múltiplas formas de discriminação e, portanto, devem adoptar medidas para lhes assegurar o pleno e igual gozo de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais.

2. Os Estados Partes devem adoptar todas as medidas adequadas para assegurar o pleno desenvolvimento, o avanço e a capacitação das mulheres, a fim de lhes garantir o exercício e o gozo dos direitos humanos e liberdades fundamentais estabelecidos na presente Convenção.

Artigo 7.º

**Crianças com deficiência**

1. Os Estados Partes devem adoptar todas as medidas necessárias para assegurar às crianças portadoras de deficiência o pleno gozo de todos os direitos humanos e liberdades fundamentais em igualdade de condições com as demais crianças.

2. Em todas as acções relativas às crianças portadoras de deficiência, o superior interesse da criança deve ser tido como principal consideração.

3. Os Estados Partes devem assegurar às crianças portadoras de deficiência, em igualdade de condições com as demais crianças, o direito de expressar livremente a sua opinião sobre todos os assuntos que lhes digam respeito, sendo as opiniões das crianças tidas em consideração de acordo com a sua idade e maturidade, bem como que lhes seja facultado o apoio adequado à sua idade e grau de deficiência, para que possam exercer tal direito.

Artigo 8.º

**Sensibilização**

1. Os Estados Partes comprometem-se a adoptar medidas imediatas, eficazes e adequadas para:

- a) Sensibilizar toda a sociedade, incluindo a nível familiar, sobre a situação das pessoas portadoras de deficiência e promover o respeito pelos direitos e pela dignidade destas pessoas;
- b) Combater estereótipos, preconceitos e práticas nocivas em relação a pessoas portadoras de deficiência, nomeadamente os relativos ao sexo e à idade, em todos os domínios da vida;
- c) Promover a sensibilização para as capacidades e contributos das pessoas portadoras de deficiência.

2. As medidas para este fim incluem:

- a) Lançar e dar continuidade a campanhas eficazes de sensibilização pública destinadas a:
  - i) Estimular uma atitude receptiva em relação aos direitos das pessoas portadoras de deficiência;
  - ii) Promover uma percepção positiva e uma consciência social acrescida em relação às pessoas portadoras de deficiência;
  - iii) Promover o reconhecimento das competências, dos méritos e das capacidades das pessoas portadoras de deficiência e da sua contribuição para o local de trabalho e para o mercado de trabalho;
- b) Promover em todos os níveis do sistema educativo, nomeadamente em todas as crianças desde tenra idade, uma atitude de respeito para com os direitos das pessoas portadoras de deficiência;
- c) Incentivar todos os órgãos de comunicação social a retratar as pessoas portadoras de deficiência de um modo coerente com o objectivo da presente Convenção;
- d) Promover programas de formação e sensibilização relativamente às pessoas portadoras de deficiência e seus direitos.

Artigo 9.º

**Acessibilidade**

1. A fim de possibilitar às pessoas portadoras de deficiência viver de forma independente e participar plena-

mente em todos os aspectos da vida, os Estados Partes devem adoptar as medidas adequadas para lhes assegurar o acesso, em igualdade de condições com as demais pessoas, ao meio físico e ambiental, aos transportes, à informação e à comunicação, nomeadamente aos sistemas e tecnologias da informação e da comunicação, bem como a outros serviços e instalações abertos ao público ou de uso público, tanto nas zonas urbanas como rurais. Estas medidas, que incluem a identificação e a eliminação de obstáculos e de barreiras à acessibilidade, devem ser aplicadas, nomeadamente, a:

- a) Edifícios, vias públicas, meios de transporte e outras instalações interiores e exteriores, nomeadamente escolas, habitações, instalações médicas e locais de trabalho;
- b) Serviços de informação, comunicação e outros serviços, nomeadamente serviços electrónicos e serviços de emergência.

2. Os Estados Partes devem igualmente adoptar as medidas adequadas para:

- a) Desenvolver, promulgar e fiscalizar a execução de normas e directrizes mínimas em matéria de acessibilidade das instalações e dos serviços abertos ao público ou de uso público;
- b) Assegurar que as entidades privadas que fornecem instalações e serviços abertos ao público ou de uso público tenham em consideração todos os aspectos relativos à acessibilidade para as pessoas portadoras de deficiência;
- c) Proporcionar, a todas as partes interessadas, formação sobre as questões de acessibilidade com que se confrontam as pessoas portadoras de deficiência;
- d) Dotar os edifícios e outras instalações abertas ao público ou de uso público com sinalização em Braille e em formatos de fácil leitura e compreensão;
- e) Oferecer formas de assistência humana ou animal e serviços de mediadores, incluindo guias, leitores e intérpretes profissionais de linguagem gestual, a fim de facilitar o acesso a edifícios e a outras instalações abertas ao público ou de uso público;
- f) Promover outras formas adequadas de assistência e de apoio às pessoas portadoras de deficiência, a fim de lhes assegurar o acesso à informação;
- g) Promover o acesso das pessoas portadoras de deficiência às novas tecnologias e aos novos sistemas da informação e comunicação, incluindo a Internet;
- h) Promover, desde a fase inicial, a concepção, o desenvolvimento, a produção e a distribuição das tecnologias e dos sistemas de informação e comunicação, a fim de que tais tecnologias e sistemas se tornem acessíveis a um custo mínimo.

Artigo 10.º

#### Direito à vida

Os Estados Partes reafirmam que o direito à vida é inerente a todo o ser humano e devem adoptar todas as medidas necessárias para assegurar às pessoas portadoras de deficiência o efectivo gozo deste direito, em igualdade de condições com as demais pessoas.

Artigo 11.º

#### Situações de risco e urgência humanitária

Os Estados Partes, em conformidade com as obrigações decorrentes do direito internacional, incluindo o direito internacional humanitário e o direito internacional dos direitos humanos, devem adoptar todas as medidas necessárias para assegurar a protecção e a segurança das pessoas portadoras de deficiência que se encontrem em situações de risco, nomeadamente situações de conflito armado, urgências humanitárias e ocorrência de desastres naturais.

Artigo 12.º

#### Reconhecimento da personalidade jurídica em condições de igualdade

1. Os Estados Partes reafirmam que as pessoas portadoras de deficiência têm o direito de ser reconhecidas em qualquer lugar como pessoas perante a lei.

2. Os Estados Partes devem reconhecer que as pessoas portadoras de deficiência gozam de capacidade jurídica em igualdade de condições com as demais pessoas em todos os domínios da vida.

3. Os Estados Partes devem adoptar as medidas adequadas para proporcionar o acesso das pessoas portadoras de deficiência à assistência de que necessitem para exercer a sua capacidade jurídica.

4. Os Estados Partes devem assegurar que todas as medidas relativas ao exercício da capacidade jurídica incluam salvaguardas adequadas e eficazes para prevenir abusos, em conformidade com o direito internacional em matéria de direitos humanos. Tais salvaguardas devem assegurar que as medidas relativas ao exercício da capacidade jurídica respeitem os direitos, a vontade e as preferências da pessoa em questão, sejam isentas de qualquer conflito de interesses e não dêem azo a abusos de influência, sejam proporcionais e adequadas às circunstâncias da pessoa, se apliquem pelo período mais curto possível e sejam submetidas a uma revisão periódica por parte de uma autoridade ou órgão judiciário competente, independente e imparcial. As salvaguardas devem ser proporcionais ao grau em que tais medidas afectem os direitos e interesses das pessoas em questão.

5. Sem prejuízo do disposto no presente artigo, os Estados Partes devem adoptar todas as medidas adequadas e eficazes para assegurar às pessoas portadoras de deficiência igual direito de possuir ou herdar bens, de controlar as próprias finanças e de ter igual acesso a empréstimos bancários, hipotecas e a outras formas de crédito financeiro, e devem assegurar que as pessoas portadoras de deficiência não sejam arbitrariamente privadas dos seus bens.

## Artigo 13.º

**Acesso à justiça**

1. Os Estados Partes devem assegurar o acesso eficaz das pessoas portadoras de deficiência à justiça, em igualdade de condições com as demais pessoas, nomeadamente mediante o estabelecimento de adaptações processuais em função da idade, a fim de facilitar a sua participação directa ou indirecta, nomeadamente como testemunhas, em todos os procedimentos jurídicos, tais como investigações e outras fases preliminares.

2. A fim de assegurar às pessoas portadoras de deficiência o acesso eficaz à justiça, os Estados Partes devem promover a formação adequada das pessoas que trabalham na área da administração da justiça, nomeadamente o pessoal da polícia e do sistema penitenciário.

## Artigo 14.º

**Liberdade e segurança do ser humano**

1. Os Estados Partes devem assegurar que as pessoas portadoras de deficiência, em igualdade de condições com as demais pessoas:

- a) Gozem do direito à liberdade e à segurança;
- b) Não sejam ilegal e arbitrariamente privadas da sua liberdade, e que qualquer privação da liberdade esteja em conformidade com a lei e, ainda, que a existência de uma deficiência não justifique, em caso algum, a privação da liberdade.

2. Os Estados Partes devem assegurar que, em caso de privação de liberdade de pessoas portadoras de deficiência, através de qualquer processo, estas tenham direito, em igualdade de condições com as demais pessoas, às garantias previstas no direito internacional dos direitos humanos e que sejam tratadas em conformidade com o objectivo e princípios da presente Convenção, nomeadamente beneficiando de adaptações razoáveis.

## Artigo 15.º

**Protecção contra a tortura ou tratamentos ou penas cruéis, desumanos ou degradantes**

1. Nenhuma pessoa pode ser submetida a tortura ou a tratamentos ou penas cruéis, desumanos ou degradantes. Em especial, nenhuma pessoa pode ser sujeita a experiências médicas ou científicas sem o seu livre consentimento.

2. Os Estados Partes devem adoptar todas as medidas eficazes de natureza legislativa, administrativa, judicial ou outras para evitar que as pessoas portadoras de deficiência, do mesmo modo que as demais pessoas, sejam submetidas a tortura ou a tratamentos ou penas cruéis, desumanos ou degradantes.

## Artigo 16.º

**Protecção contra a exploração, a violência e o abuso**

1. Os Estados Partes devem adoptar todas as medidas adequadas de natureza legislativa, administrativa, social, educativa e outras para proteger as pessoas por-

tadoras de deficiência, tanto dentro como fora do lar, contra todas as formas de exploração, violência e abuso, incluindo os aspectos relacionados com o sexo.

2. Os Estados Partes devem igualmente adoptar as medidas adequadas para prevenir todas as formas de exploração, violência e abuso, assegurando, nomeadamente, formas adequadas de apoio e assistência que tenham em conta o sexo e a idade para as pessoas portadoras de deficiência, seus familiares e prestadores de cuidados, nomeadamente mediante a disponibilização de informação e de educação sobre a maneira de evitar, reconhecer e denunciar casos de exploração, violência e abuso. Os Estados Partes devem assegurar que os serviços de protecção tenham em conta a idade, o sexo e a deficiência das pessoas.

3. A fim de prevenir a ocorrência de quaisquer formas de exploração, violência e abuso, os Estados Partes devem assegurar que todos os programas e instalações destinados a atender pessoas portadoras de deficiência sejam efectiva e eficazmente fiscalizados por autoridades independentes.

4. Os Estados Partes devem adoptar todas as medidas adequadas para promover a recuperação física, cognitiva e psicológica, a reabilitação e a reinserção social de pessoas portadoras de deficiência que sejam vítimas de qualquer forma de exploração, violência ou abuso, nomeadamente através da criação de serviços de protecção. A recuperação e a reinserção devem ter lugar em ambiente que promova a saúde, o bem-estar, o auto-respeito, a dignidade e a autonomia da pessoa e que tenha em conta as necessidades especificamente ligadas ao sexo e à idade.

5. Os Estados Partes devem adoptar legislação e políticas eficazes, nomeadamente legislação e políticas que visem especificamente mulheres e crianças, por forma a assegurar que os casos de exploração, violência e abuso contra pessoas portadoras de deficiência sejam identificados, investigados e, se for caso disso, julgados.

## Artigo 17.º

**Protecção da integridade do ser humano**

Toda e qualquer pessoa portadora de deficiência tem direito a que a sua integridade física e mental seja respeitada em igualdade de condições com as demais pessoas.

## Artigo 18.º

**Liberdade de circulação e nacionalidade**

1. Os Estados Partes devem reconhecer os direitos das pessoas portadoras de deficiência à liberdade de circulação, à liberdade de escolher a sua residência e à nacionalidade, em igualdade de condições com as demais pessoas, assegurando às pessoas portadoras de deficiência, nomeadamente, que:

- a) Tenham o direito de adquirir e mudar de nacionalidade e de não ser dela privadas arbitrariamente ou em razão da sua deficiência;
- b) Não sejam privadas, em razão da sua deficiência, da capacidade de obter, possuir

e utilizar documento comprovativo da sua nacionalidade ou qualquer outro documento de identidade, ou de recorrer a processos pertinentes, tais como procedimentos relativos à imigração, que sejam necessários para facilitar o exercício do seu direito à liberdade de circulação;

- c) Tenham liberdade de sair de qualquer país, incluindo do seu;
- d) Não sejam privadas, arbitrariamente ou em razão da sua deficiência, do direito de entrar no seu próprio país.

2. As crianças portadoras de deficiência devem ser registadas imediatamente após o nascimento e têm, desde o nascimento, o direito a um nome, a adquirir nacionalidade e, tanto quanto possível, o direito de conhecer os respectivos pais e de ser cuidadas por estes.

#### Artigo 19.º

##### Vida independente e inclusão na comunidade

Os Estados Partes na presente Convenção reconhecem o direito igual de todas as pessoas portadoras de deficiência de viverem na comunidade, com a mesma liberdade de escolha que as demais pessoas e devem adoptar medidas eficazes e adequadas para lhes facilitar o pleno gozo deste direito e a plena inclusão e participação na comunidade, assegurando, nomeadamente, que:

- a) As pessoas portadoras de deficiência tenham a possibilidade de escolher o seu local de residência e onde e com quem desejam habitar, em igualdade de condições com as demais pessoas, e que não sejam obrigadas a viver num sistema de vida específico;
- b) As pessoas portadoras de deficiência tenham acesso a uma variedade de serviços de apoio no domicílio ou em instituições e a outros serviços comunitários de apoio, nomeadamente assistência pessoal necessária para lhes permitir viver e ser incluídas na comunidade e evitar que fiquem isoladas ou sejam vítimas de segregação;
- c) Os serviços e equipamentos comunitários destinados à população em geral sejam disponibilizados, em igualdade de condições, às pessoas portadoras de deficiência e sejam adaptados às suas necessidades.

#### Artigo 20.º

##### Mobilidade pessoal

Os Estados Partes devem adoptar medidas eficazes para assegurar a mobilidade pessoal das pessoas portadoras de deficiência com a máxima autonomia possível, nomeadamente:

- a) Facilitando a mobilidade pessoal das pessoas portadoras de deficiência, na forma e no momento em que estas quiserem e a custo acessível;

- b) Facilitando às pessoas portadoras de deficiência o acesso a meios auxiliares da mobilidade, a dispositivos e tecnologias de apoio, bem como a formas de ajuda humana ou animal e a mediadores de qualidade, tornando-os disponíveis a custo acessível;
- c) Proporcionando às pessoas portadoras de deficiência e ao pessoal especializado que lhes presta assistência formação em técnicas de mobilidade;
- d) Incentivando as entidades que produzem dispositivos auxiliares da mobilidade, outros dispositivos e tecnologias de apoio a terem em conta todos os aspectos relativos à mobilidade das pessoas portadoras de deficiência.

#### Artigo 21.º

##### Liberdade de expressão e de opinião e acesso à informação

Os Estados Partes devem adoptar todas as medidas adequadas para assegurar que as pessoas portadoras de deficiência possam exercer o seu direito à liberdade de expressão e de opinião, nomeadamente a liberdade de procurar, receber e partilhar informações e ideias, em igualdade de condições com as demais pessoas e através de todas as formas de comunicação da sua escolha, em conformidade com o disposto no artigo 2.º da presente Convenção, nomeadamente:

- a) Fornecer, prontamente e sem custo adicional, às pessoas portadoras de deficiência, todas as informações destinadas ao público em geral, em formatos acessíveis e com recurso a tecnologias adequadas aos diferentes tipos de deficiência;
- b) Aceitar e facilitar, em trâmites oficiais, o uso da linguagem gestual, Braille, comunicação aumentativa e alternativa, e de todos os demais meios, modos e formatos acessíveis de comunicação à escolha das pessoas portadoras de deficiência;
- c) Exortar as entidades privadas que prestam serviços ao público em geral, nomeadamente por meio da Internet, a fornecer informações e serviços em formatos acessíveis que possam ser utilizados por pessoas portadoras de deficiência;
- d) Incentivar os meios de comunicação, nomeadamente os que facultam informações por meio da Internet, a tornar os seus serviços acessíveis às pessoas portadoras de deficiência;
- e) Reconhecer e promover o uso da linguagem gestual.

#### Artigo 22.º

##### Respeito pela privacidade

1. Nenhuma pessoa portadora de deficiência, qualquer que seja o seu local de residência ou sistema de vida,



estará sujeita a interferências arbitrárias ou ilegais na sua privacidade, família, lar, correspondência ou outros tipos de comunicação, nem a ataques ilícitos à sua honra e reputação. As pessoas portadoras de deficiência têm o direito à protecção jurídica contra tais interferências ou ataques.

2. Os Estados Partes devem proteger a privacidade dos dados pessoais e dos dados relativos à saúde e à reabilitação das pessoas portadoras de deficiência, em igualdade de condições com as demais pessoas.

Artigo 23.º

**Respeito pelo lar e pela família**

1. Os Estados Partes devem adoptar medidas eficazes e adequadas para eliminar a discriminação contra as pessoas portadoras de deficiência em todos os aspectos relativos ao casamento, à família, à paternidade e ao relacionamento, em igualdade de condições com as demais pessoas, de modo a assegurar que:

- a) Seja reconhecido às pessoas portadoras de deficiência em idade de contrair matrimónio o direito de se casar e constituir família, com base no livre e pleno consentimento dos pretendentes;
- b) Sejam reconhecidos às pessoas portadoras de deficiência os direitos de decidir livre e responsabilmente sobre o número de filhos e o espaçamento entre eles e de aceder a informações adequadas à idade própria e de educação em matéria de reprodução e de planeamento familiar, bem como aos meios necessários para exercer tais direitos;
- c) As pessoas portadoras de deficiência, incluindo as crianças, conservem a sua fertilidade, em igualdade de condições com as demais pessoas.

2. Os Estados Partes devem assegurar os direitos e responsabilidades das pessoas portadoras de deficiência relativos à guarda, custódia, curatela e adopção de crianças ou instituições semelhantes, nos casos em que estes conceitos constem da legislação nacional. Em todos os casos, deve prevalecer o superior interesse da criança. Os Estados Partes devem prestar a devida assistência às pessoas portadoras de deficiência para que estas possam exercer as suas responsabilidades na criação dos filhos.

3. Os Estados Partes devem assegurar que as crianças portadoras de deficiência tenham direitos iguais em relação à vida familiar. Com vista ao exercício destes direitos e para evitar ocultação, abandono, negligência e segregação de crianças portadoras de deficiência, os Estados Partes comprometem-se a fornecer prontamente informações exaustivas, serviços e apoios às crianças portadoras de deficiência e respectivas famílias.

4. Os Estados Partes devem assegurar que nenhuma criança seja separada dos seus pais contra a vontade destes, excepto quando as autoridades competentes, com sujeição a controlo jurisdicional, determinem, em conformidade com as leis e procedimentos aplicáveis,

que a separação é necessária no superior interesse da criança. Em nenhum caso uma criança será separada dos pais por virtude de deficiência da criança ou de um ou ambos os pais.

5. Nos casos em que a família imediata de uma criança portadora de deficiência não tenha condições para cuidar dela, os Estados Partes devem envidar todos os esforços por forma a que lhe sejam facultados cuidados alternativos dentro da família alargada e, se tal não for possível, dentro de um ambiente familiar no seio da comunidade.

Artigo 24.º

**Educação**

1. Os Estados Partes reconhecem o direito das pessoas portadoras de deficiência à educação. Tendo em vista assegurar o exercício deste direito sem discriminação e em igualdade de condições, os Estados Partes devem assegurar um sistema educativo inclusivo em todos os níveis, bem como a aprendizagem ao longo da vida, com os seguintes objectivos:

- a) O pleno desenvolvimento do potencial humano e do sentido de dignidade e auto-estima, bem como o reforço do respeito pelos direitos humanos, pelas liberdades fundamentais e pela diversidade humana;
- b) O pleno desenvolvimento da personalidade, dos talentos e da criatividade das pessoas portadoras de deficiência, assim como das suas capacidades físicas e intelectuais;
- c) A participação efectiva das pessoas portadoras de deficiência numa sociedade livre.

2. Para efeitos do exercício deste direito, os Estados Partes devem assegurar que:

- a) As pessoas portadoras de deficiência não sejam excluídas do sistema educativo geral por virtude da existência de deficiência e que as crianças portadoras de deficiência não sejam excluídas do ensino primário obrigatório e gratuito ou do ensino secundário por virtude da existência de deficiência;
- b) As pessoas portadoras de deficiência possam aceder a um ensino primário e secundário inclusivo, de qualidade e gratuito, em igualdade de condições com as demais pessoas na comunidade em que vivem;
- c) Sejam providenciadas adaptações razoáveis, em conformidade com as necessidades individuais;
- d) As pessoas portadoras de deficiência recebam o apoio necessário, no âmbito do sistema educativo geral, de modo a facilitar a sua efectiva educação;
- e) Sejam adoptadas medidas de apoio individualizadas e eficazes, em ambientes que maximizem o desenvolvimento académico e social, de acordo com o objectivo de plena inclusão.

3. Os Estados Partes devem assegurar às pessoas portadoras de deficiência a possibilidade de adquirir as competências práticas e sociais necessárias para facilitar a sua plena e igual participação no sistema de ensino e na vida da comunidade. Para este efeito, os Estados Partes devem adoptar as medidas adequadas, nomeadamente:

- a) Facilitar a aprendizagem de Braille, de escrita alternativa e de modos, meios e formatos de comunicação aumentativa e alternativa e o desenvolvimento das capacidades de orientação e de mobilidade, bem como o apoio e aconselhamento pelos seus pares;
- b) Facilitar a aprendizagem da linguagem gestual e a promoção da identidade linguística da comunidade surda;
- c) Garantir que a educação das pessoas, em particular das crianças cegas, surdas ou surdas e cegas, seja ministrada nas linguagens e nos modos e meios de comunicação mais adequados a cada pessoa e em ambientes que favoreçam o seu máximo desenvolvimento a nível académico e social.

4. A fim de contribuir para o exercício deste direito, os Estados Partes devem adoptar as medidas adequadas para contratar professores, incluindo professores com deficiência, com habilitações para o ensino da linguagem gestual e/ou Braille e para formar os profissionais e pessoal que trabalham em todos os níveis de ensino. Tal formação deve abranger a sensibilização quanto à problemática da deficiência e a utilização de modos, meios e formatos adequados de comunicação aumentativa e alternativa, bem como técnicas e materiais pedagógicos adaptados às pessoas portadoras de deficiência.

5. Os Estados Partes devem assegurar que as pessoas portadoras de deficiência possam aceder ao ensino superior ou universitário, à formação profissional, à educação para adultos e à aprendizagem ao longo da vida, sem discriminação e em igualdade de condições com as demais pessoas. Para o efeito, os Estados Partes devem assegurar que sejam providas as adaptações razoáveis às pessoas portadoras de deficiência.

Artigo 25.º

#### Saúde

Os Estados Partes reconhecem que as pessoas portadoras de deficiência têm o direito de gozar do melhor estado de saúde possível, sem discriminação em razão da deficiência. Os Estados Partes devem adoptar as medidas adequadas para assegurar às pessoas portadoras de deficiência o acesso a serviços de saúde que tenham em conta as especificidades relativas ao sexo, nomeadamente os serviços de reabilitação. Em especial, os Estados Partes devem:

- a) Prestar às pessoas portadoras de deficiência programas e cuidados de saúde gratuitos ou a custos acessíveis do mesmo tipo, qualidade e padrão de cuidados dos que são prestados às demais pessoas, incluindo na área da saúde sexual e reprodutiva, e de programas de saúde pública destinados à população em geral;

- b) Prestar às pessoas portadoras de deficiência os serviços de saúde de que estas necessitam especificamente em razão da sua deficiência, nomeadamente serviços de despistagem e intervenção precoces, bem como outros destinados a minimizar e prevenir incapacidades adicionais, incluindo entre as crianças e os idosos;
- c) Prestar e disponibilizar estes serviços de saúde às pessoas portadoras de deficiência, o mais próximo possível das respectivas comunidades, incluindo nas zonas rurais;
- d) Exigir que os profissionais da saúde prestem às pessoas portadoras de deficiência cuidados de saúde com a mesma qualidade dos dispensados às demais pessoas e, sobretudo, que obtenham o consentimento livre e esclarecido das pessoas em causa; para o efeito, os Estados Partes devem realizar acções de formação e estabelecer normas deontológicas para os sectores de saúde pública e privada, por forma a, nomeadamente, sensibilizar os profissionais de saúde quanto aos direitos humanos, dignidade, autonomia e necessidades das pessoas portadoras de deficiência;
- e) Proibir, no sector dos seguros, a discriminação contra as pessoas portadoras de deficiência, que devem poder obter, em condições equitativas e razoáveis seguros de saúde e, nos casos em que tais seguros sejam permitidos pelo direito nacional, seguros de vida;
- f) Impedir que sejam negados, de forma discriminatória, os serviços ou cuidados de saúde, ou a administração de alimentos sólidos ou de líquidos, em razão de deficiência.

Artigo 26.º

#### Habilitação e reabilitação

1. Os Estados Partes devem adoptar medidas eficazes e adequadas, nomeadamente mediante o apoio entre pares, para possibilitar que as pessoas portadoras de deficiência conquistem e conservem o máximo de autonomia e a plena capacidade física, mental, social e profissional, bem como a plena inclusão e participação em todos os aspectos da vida. Para o efeito, os Estados Partes devem organizar, reforçar e ampliar serviços e programas exaustivos de habilitação e reabilitação, particularmente nas áreas de saúde, emprego, educação e serviços sociais, por forma a que estes serviços e programas:

- a) Sejam iniciados na fase mais precoce possível e sejam baseados numa avaliação multidisciplinar das necessidades e das capacidades de cada pessoa;
- b) Apoiem a participação e a inclusão na comunidade e em todos os aspectos da vida social, sejam livremente aceites e sejam disponibilizados às pessoas portadoras de deficiência em locais situados o mais próximo possível das respectivas comunidades, incluindo nas zonas rurais.

2. Os Estados Partes devem promover o desenvolvimento da formação inicial e contínua dos profissionais e pessoal que trabalham nos serviços de habilitação e reabilitação.

3. Os Estados Partes devem promover a disponibilização, o conhecimento e a utilização de dispositivos e tecnologias de apoio concebidos para pessoas portadoras de deficiência e relacionados com a habilitação e reabilitação.

Artigo 27.º

**Trabalho e emprego**

1. Os Estados Partes reconhecem o direito ao trabalho das pessoas portadoras de deficiência, em igualdade de condições com as demais pessoas; inclui-se neste âmbito o direito à oportunidade de ganhar a vida com um trabalho livremente escolhido ou aceite no mercado de trabalho, em ambiente de trabalho que seja aberto, inclusivo e acessível a pessoas portadoras de deficiência. Os Estados Partes devem salvaguardar e promover o exercício do direito ao trabalho, nomeadamente daquelas pessoas que tiverem adquirido uma deficiência no emprego, mediante a adopção de medidas adequadas, incluindo de natureza legislativa, nomeadamente, para:

- a) Proibir a discriminação em razão de deficiência relativamente a todas as questões relativas às formas de emprego, designadamente condições de recrutamento, contratação e admissão, permanência no emprego, ascensão profissional e condições de saúde e segurança no trabalho;
- b) Proteger os direitos das pessoas portadoras de deficiência, em igualdade de condições com as demais pessoas, a condições de trabalho justas e favoráveis, designadamente a igualdade de oportunidades, igualdade de remuneração por trabalho de igual valor, segurança e higiene nos locais de trabalho, protecção contra a ocorrência de assédio e mecanismos de resolução de litígios;
- c) Assegurar que as pessoas portadoras de deficiência possam exercer os seus direitos laborais e sindicais, em igualdade de condições com as demais pessoas;
- d) Possibilitar às pessoas portadoras de deficiência o acesso efectivo a programas de orientação técnica e profissional e a serviços de colocação no emprego e de formação profissional e contínua;
- e) Promover, no mercado de trabalho, oportunidades de emprego e ascensão profissional para pessoas portadoras de deficiência, bem como assistência na procura, obtenção, manutenção de um emprego e no regresso à vida activa;
- f) Promover oportunidades de exercício de uma actividade independente, o espírito empresarial, o desenvolvimento de cooperativas e a criação de empresas próprias;

- g) Empregar pessoas portadoras de deficiência no sector público;
- h) Promover o emprego de pessoas portadoras de deficiência no sector privado, mediante a adopção de medidas e políticas adequadas que podem incluir programas de acção afirmativa, incentivos e outras acções;
- i) Assegurar que sejam efectuadas, no local de trabalho, adaptações razoáveis para pessoas portadoras de deficiência;
- j) Promover a aquisição de experiência profissional por parte de pessoas portadoras de deficiência no mercado de trabalho aberto;
- k) Promover programas de reabilitação vocacional e profissional, manutenção no emprego e regresso à vida activa destinados às pessoas portadoras de deficiência.

2. Os Estados Partes devem assegurar que as pessoas portadoras de deficiência não sejam mantidas em escravidão ou servidão e que sejam protegidas, em igualdade de condições com as demais pessoas, contra o trabalho forçado ou obrigatório.

Artigo 28.º

**Nível de vida adequado e protecção social**

1. Os Estados Partes reconhecem o direito das pessoas portadoras de deficiência a um nível de vida adequado, tanto para si como para as suas famílias, incluindo alimentação, vestuário, habitação dignos, bem como à melhoria contínua das suas condições de vida, e devem adoptar as providências necessárias para salvaguardar e promover o exercício deste direito sem discriminação em razão de deficiência.

2. Os Estados Partes reconhecem o direito das pessoas portadoras de deficiência à protecção social e ao gozo deste direito sem discriminação em razão de deficiência, e devem adoptar as providências necessárias para salvaguardar e promover o exercício deste direito, nomeadamente para:

- a) Assegurar a igualdade de acesso das pessoas portadoras de deficiência a serviços de água potável, bem como assegurar o seu acesso a serviços, dispositivos e a outros apoios destinados a colmatar as necessidades relacionadas com a deficiência, que sejam adequados e a custos acessíveis;
- b) Assegurar o acesso das pessoas portadoras de deficiência, em particular das mulheres, raparigas e idosos com deficiência, a programas de protecção social e de redução da pobreza;
- c) Assegurar o acesso das pessoas portadoras de deficiência e respectivas famílias em situação de pobreza à assistência por parte do Estado relativamente às despesas relacionadas com a deficiência, nomeadamente as que permitem assegurar formação, apoio psicológico, assistência financeira e cuidados temporários adequados;

- d) Assegurar o acesso das pessoas portadoras de deficiência a programas de habitação social;
- e) Assegurar a igualdade de acesso das pessoas portadoras de deficiência a programas e prestações de reforma.

Artigo 29.º

**Participação na vida política e pública**

Os Estados Partes devem garantir às pessoas portadoras de deficiência direitos políticos e a oportunidade de os exercer em igualdade de condições com as demais pessoas e comprometem-se a:

- a) Assegurar que as pessoas portadoras de deficiência possam participar plena e efectivamente na vida política e pública, em igualdade de condições com as demais pessoas, directamente ou por meio de representantes livremente escolhidos, incluindo o direito e a oportunidade de votarem e serem eleitas, nomeadamente, mediante:
  - i) A garantia de que os procedimentos, instalações e materiais eleitorais são adequados, acessíveis e de fácil compreensão e utilização;
  - ii) A protecção do direito das pessoas portadoras de deficiência ao voto por escrutínio secreto, sem intimidação, em eleições e referendos públicos, a candidatarem-se a eleições e a exercerem efectivamente os mandatos electivos, bem como a exercerem quaisquer funções públicas a todos os níveis do governo, facilitando, sempre que necessário, o recurso a novas tecnologias de apoio;
  - iii) A garantia da livre expressão de vontade das pessoas portadoras de deficiência enquanto eleitores e, para o efeito, sempre que necessário e a seu pedido, a autorização para se fazerem assistir no acto de votar por uma pessoa da sua escolha;
- b) Promover activamente um ambiente em que as pessoas portadoras de deficiência possam participar plena e efectivamente na condução de assuntos públicos, sem discriminação e em igualdade de condições com as demais pessoas, incentivando a sua participação nos assuntos públicos, mediante:
  - i) A participação em organizações não-governamentais e associações relacionadas com a vida pública e política do país, bem como em actividades e na administração de partidos políticos;
  - ii) A constituição e adesão a organizações de pessoas portadoras de deficiência para as representar aos níveis internacional, nacional, regional e local, bem como a filiação de pessoas portadoras de deficiência nestas organizações.

Artigo 30.º

**Participação na vida cultural e recreativa, em actividades de lazer e desporto**

1. Os Estados Partes reconhecem o direito das pessoas portadoras de deficiência de participar na vida cultural, em igualdade de condições com as demais pessoas, e devem adoptar as medidas necessárias para assegurar que estas pessoas possam:

- a) Aceder a materiais culturais em formatos acessíveis;
- b) Aceder a programas de televisão, cinema, teatro e a outras actividades culturais em formatos acessíveis;
- c) Aceder a locais que ofereçam serviços ou eventos culturais, tais como teatros, museus, cinemas, bibliotecas, serviços de turismo e, tanto quanto possível, a monumentos e locais de importância cultural nacional.

2. Os Estados Partes devem adoptar as medidas adequadas para que as pessoas portadoras de deficiência tenham a oportunidade de desenvolver e utilizar o seu potencial criativo, artístico e intelectual, não só em benefício próprio, mas também para o enriquecimento da sociedade.

3. Os Estados Partes devem adoptar, em conformidade com o direito internacional, todas as medidas necessárias para assegurar que a legislação de protecção dos direitos de propriedade intelectual não constitua uma barreira excessiva ou discriminatória ao acesso das pessoas portadoras de deficiência a materiais culturais.

4. As pessoas portadoras de deficiência têm direito, em igualdade de condições com as demais pessoas, a que a sua identidade cultural e linguística específica seja reconhecida e apoiada, nomeadamente as linguagens gestuais e a cultura dos surdos.

5. Para que as pessoas portadoras de deficiência possam participar, em igualdade de condições com as demais pessoas, em actividades recreativas, desportivas e de lazer, os Estados Partes devem adoptar as medidas necessárias para:

- a) Incentivar e promover, o mais possível, a participação das pessoas portadoras de deficiência em actividades desportivas gerais a todos os níveis;
- b) Assegurar que as pessoas portadoras de deficiência tenham a oportunidade de organizar, desenvolver e participar em actividades desportivas e recreativas específicas às deficiências e, para o efeito, incentivar a prestação de instrução, formação e recursos adequados, em igualdade de condições com as demais pessoas;
- c) Assegurar que as pessoas portadoras de deficiência tenham acesso aos locais onde decorrem eventos desportivos, recreativos e turísticos;

- d) Assegurar que as crianças portadoras de deficiência possam participar, em igualdade de condições com as demais crianças, em actividades lúdicas, recreativas, desportivas e de lazer, nomeadamente as organizadas no sistema escolar;
- e) Assegurar que as pessoas portadoras de deficiência tenham acesso aos serviços prestados por pessoas ou entidades envolvidas na organização de actividades recreativas, turísticas, desportivas e de lazer.

Artigo 31.º

**Estatísticas e recolha de dados**

1. Os Estados Partes comprometem-se a proceder à recolha de informações adequadas, nomeadamente dados estatísticos e de investigação que lhes permitam formular e executar políticas que visem a aplicação efectiva da presente Convenção. O processo de recolha e conservação destas informações deve:

- a) Observar as salvaguardas estabelecidas por lei, incluindo a legislação relativa à protecção de dados, com vista a assegurar a confidencialidade e o respeito da privacidade das pessoas portadoras de deficiência;
- b) Observar as normas internacionalmente aceites para proteger os direitos humanos, as liberdades fundamentais e os princípios éticos que regem a recolha de dados e a utilização de estatísticas.

2. As informações recolhidas em conformidade com o disposto no presente artigo devem ser devidamente desagregadas, conforme adequado, e utilizadas para avaliar o cumprimento, por parte dos Estados Partes, das respectivas obrigações decorrentes da presente Convenção e para identificar e eliminar as barreiras com as quais pessoas portadoras de deficiência se deparam no exercício dos seus direitos.

3. Os Estados Partes devem assumir a responsabilidade pela divulgação de tais estatísticas e assegurar que as mesmas sejam acessíveis às pessoas portadoras de deficiência e outras pessoas.

Artigo 32.º

**Cooperação internacional**

1. Os Estados Partes reconhecem a importância da cooperação internacional e da sua promoção, em apoio dos esforços realizados a nível nacional para a consecução dos propósitos e objectivos da presente Convenção e, para tal, devem adoptar medidas adequadas e eficazes, entre os Estados e, se for caso disso, em parceria com as organizações internacionais e regionais competentes e com a sociedade civil, em particular com as organizações de pessoas portadoras de deficiência. Tais medidas podem incluir, nomeadamente:

- a) Assegurar que os mecanismos de cooperação internacional, incluindo os programas

internacionais de desenvolvimento, tenham em conta as pessoas portadoras de deficiência e lhes sejam acessíveis;

- b) Facilitar e apoiar o reforço de capacidades, nomeadamente através do intercâmbio e da partilha de informações, experiências, programas de formação e melhores práticas;
- c) Facilitar a cooperação em matéria de investigação e o acesso a conhecimentos científicos e técnicos;
- d) Proporcionar, se for caso disso, assistência técnica e apoio financeiro, incluindo mediante a facilitação do acesso a tecnologias de apoio acessíveis e a partilha das mesmas, e mediante a transferência de tecnologias.

2. As disposições do presente artigo são aplicáveis sem prejuízo das obrigações que cabem a cada Estado Parte por força da presente Convenção.

Artigo 33.º

**Aplicação e acompanhamento a nível nacional**

1. Os Estados Partes devem designar, em conformidade com o seu sistema de governo, um ou mais pontos focais no âmbito dos seus governos para as questões relativas à aplicação da presente Convenção, e devem ter em consideração a criação ou a designação de um mecanismo de coordenação a nível governamental com vista a facilitar as acções relativas a esta aplicação nos diversos sectores e a diferentes níveis.

2. Os Estados Partes, em conformidade com os respectivos sistemas jurídico e administrativo, devem manter, reforçar, designar ou criar, a nível interno, um dispositivo que inclua um ou mais mecanismos independentes, conforme necessário, de promoção, protecção e acompanhamento da aplicação da presente Convenção. Ao designar ou ao criar tal mecanismo, os Estados Partes devem ter em conta os princípios relativos ao estatuto e funcionamento das instituições nacionais de protecção e de promoção dos direitos humanos.

3. A sociedade civil, em especial as pessoas portadoras de deficiência e as suas organizações representativas, deve ser envolvida e participar plenamente no processo de acompanhamento.

Artigo 34.º

**Comité dos Direitos das Pessoas Portadoras de Deficiência**

1. É instituído um Comité dos Direitos das Pessoas Portadoras de Deficiência (daqui em diante denominado «Comité») para desempenhar as funções a seguir definidas.

2. O Comité é composto, no momento da entrada em vigor da presente Convenção, por doze peritos. Após sessenta ratificações ou adesões adicionais à Convenção, o Comité contará com mais seis membros, perfazendo um total máximo de dezoito membros.

3. Os membros do Comité têm assento a título pessoal e devem ser pessoas de alto sentido moral e de reconhecida

competência e experiência no domínio abrangido pela presente Convenção. Ao designarem os seus candidatos, os Estados Partes são convidados a ter devidamente em conta a disposição enunciada no nº 3 do artigo 4º da presente Convenção.

4. Os membros do Comité são eleitos pelos Estados Partes, tendo em conta os princípios de distribuição geográfica equitativa, de representação das diferentes formas de civilização e dos principais sistemas jurídicos, de representação equilibrada dos sexos e de participação de peritos com deficiência.

5. Os membros do Comité são eleitos por escrutínio secreto de uma lista de candidatos designados pelos Estados Partes de entre os seus nacionais, em reuniões da Conferência dos Estados Partes. Nestas reuniões, em que o quórum é constituído por dois terços dos Estados Partes, são eleitos membros do Comité os candidatos que tenham obtido o maior número de votos e a maioria absoluta dos votos dos representantes dos Estados Partes presentes e votantes.

6. A primeira eleição terá lugar, o mais tardar, seis meses após a data da entrada em vigor da presente Convenção. O Secretário-Geral das Nações Unidas enviará uma carta aos Estados Partes, com pelo menos quatro meses de antecedência sobre a data de cada eleição, convidando-os a apresentar as suas candidaturas num prazo de dois meses. O Secretário-Geral preparará em seguida uma lista por ordem alfabética de todos os candidatos assim designados, com indicação dos Estados Partes que os designaram, e comunicá-la-á aos Estados Partes na presente Convenção.

7. Os membros do Comité são eleitos por quatro anos. Podem ser reeleitos uma vez. Contudo, o mandato de seis dos membros eleitos na primeira eleição termina ao fim de dois anos; imediatamente após a primeira eleição, o nome destes seis membros será tirado à sorte pelo Presidente da reunião referida no n.º 5 do presente artigo.

8. A eleição dos seis membros adicionais do Comité será realizada por ocasião das eleições regulares, em conformidade com as disposições pertinentes do presente artigo.

9. Em caso de morte ou de demissão de um membro do Comité ou se, por qualquer outro motivo, um membro declarar que não pode continuar a exercer as suas funções, o Estado Parte que havia proposto a sua candidatura deve designar outro perito com as qualificações necessárias e que satisfaça os requisitos enunciados nas disposições pertinentes do presente artigo para preencher a vaga até ao termo do mandato.

10. O Comité adopta o seu regulamento interno.

11. O Secretário-Geral das Nações Unidas põe à disposição do Comité o pessoal e os meios materiais necessários para o desempenho eficaz das funções que lhe são confiadas ao abrigo da presente Convenção e convoca a sua primeira reunião.

12. Com a aprovação da Assembleia Geral das Nações Unidas, os membros do Comité instituído ao abrigo da

presente Convenção, recebem emolumentos provenientes dos recursos financeiros das Nações Unidas, nos termos e condições fixados pela Assembleia Geral, tendo em conta a importância das responsabilidades do Comité.

13. Os membros do Comité gozam das facilidades, dos privilégios e das imunidades concedidos aos peritos em missão para as Nações Unidas, tal como são enunciados nas secções pertinentes da Convenção sobre os Privilégios e Imunidades das Nações Unidas.

Artigo 35.º

#### Relatórios dos Estados Partes

1. Cada Estado Parte deve apresentar ao Comité, através do Secretário-Geral das Nações Unidas, um relatório exaustivo sobre as medidas que tenha adoptado para dar cumprimento às obrigações que lhe cabem por força da presente Convenção e sobre os progressos obtidos neste sentido, no prazo de dois anos a contar da entrada em vigor da presente Convenção para o Estado Parte em causa.

2. Subsequentemente, os Estados Partes devem apresentar relatórios complementares pelo menos de quatro em quatro anos e ainda todos os relatórios solicitados pelo Comité.

3. O Comité determina as directrizes relativas ao teor dos relatórios.

4. Os Estados Partes que tenham apresentado ao Comité um relatório inicial exaustivo não necessitam de repetir, nos seus relatórios subsequentes, as informações anteriormente comunicadas. Os Estados Partes são convidados a elaborar os seus relatórios segundo um processo aberto e transparente e a ter devidamente em consideração a disposição enunciada no nº 3 do artigo 4º da presente Convenção.

5. Os relatórios podem indicar os factores e as dificuldades que afectem o grau de cumprimento das obrigações decorrentes da presente Convenção.

Artigo 36.º

#### Apreciação dos relatórios

1. Cada relatório é apreciado pelo Comité, que formula as sugestões e recomendações gerais que considere adequadas e que as transmite ao Estado Parte interessado. O Estado Parte pode comunicar, em resposta ao Comité, todas as informações que julgue oportunas. O Comité pode solicitar aos Estados Partes informações complementares relevantes para a aplicação da presente Convenção.

2. Se um Estado Parte atrasar consideravelmente a apresentação de um relatório, o Comité pode notificar o Estado Parte em causa da necessidade de analisar a aplicação da presente Convenção naquele Estado Parte com base nas informações fiáveis de que disponha, se o relatório em questão não for apresentado no prazo de três meses a contar da notificação. O Comité convidará o Estado Parte em causa a participar nesta análise. Se o Estado Parte responder apresentando o seu relatório, aplicar-se-ão as disposições previstas no n.º 1 do presente artigo.

3. O Secretário-Geral das Nações Unidas comunica os relatórios a todos os Estados Partes.

4. Os Estados Partes devem divulgar largamente os seus relatórios ao público nos seus próprios países e devem facilitar o acesso do público às sugestões e recomendações gerais a que os mesmos derem lugar.

5. O Comité transmite às agências especializadas, aos fundos e programas das Nações Unidas e aos outros organismos competentes, da forma que julgar adequada, os relatórios dos Estados Partes que contenham pedidos ou indiquem necessidades de consultadoria ou de assistência técnica, acompanhados de eventuais observações e sugestões do Comité relativas aos referidos pedidos ou indicações, a fim de que os mesmos possam ser considerados.

Artigo 37.º

#### Cooperação entre os Estados Partes e o Comité

1. Os Estados Partes devem cooperar com o Comité e prestar assistência aos seus membros no cumprimento dos seus mandatos.

2. Nas suas relações com os Estados Partes, o Comité deve ter devidamente em consideração as formas e os meios de reforçar as capacidades nacionais para a aplicação da presente Convenção, nomeadamente, através da cooperação internacional.

Artigo 38.º

#### Relações do Comité com outros órgãos

A fim de promover a aplicação efectiva da presente Convenção e encorajar a cooperação internacional no domínio abrangido pela presente Convenção:

- a) As agências especializadas e outros órgãos das Nações Unidas têm o direito de se fazer representar aquando da apreciação da aplicação de disposições da presente Convenção que se inscrevam no âmbito dos seus mandatos. O Comité pode convidar as agências especializadas e outros organismos competentes que julgue apropriados a fornecer o seu parecer técnico sobre a aplicação da Convenção em áreas que se inscrevam no âmbito dos seus respectivos mandatos. O Comité pode convidar as agências especializadas e outros órgãos das Nações Unidas a apresentar relatórios sobre a aplicação da Convenção em áreas que se inscrevam no âmbito das suas respectivas actividades;
- b) No desempenho do seu mandato, o Comité consulta, sempre que necessário, outros órgãos pertinentes instituídos por tratados internacionais relativos aos direitos humanos, a fim de assegurar a coerência das suas respectivas directrizes relativas à elaboração de relatórios, sugestões e recomendações gerais, e de evitar a duplicação e sobreposição no exercício das suas funções.

Artigo 39.º

#### Relatório do Comité

O Comité apresenta, de dois em dois anos, um relatório das suas actividades à Assembleia Geral e ao Conselho Económico e Social e pode formular sugestões e recomendações gerais com base na análise dos relatórios e nas informações recebidas dos Estados Partes. Estas sugestões e recomendações gerais são incluídas no relatório do Comité, acompanhadas de eventuais comentários dos Estados Partes.

Artigo 40.º

#### Conferência dos Estados Partes

1. Os Estados Partes reúnem-se com regularidade numa Conferência dos Estados Partes a fim de analisar qualquer assunto relativo à aplicação da presente Convenção.

2. O mais tardar seis meses após a entrada em vigor da presente Convenção, a Conferência dos Estados Partes será convocada pelo Secretário-Geral das Nações Unidas. As reuniões subsequentes serão convocadas pelo Secretário-Geral de dois em dois anos ou conforme decisão da Conferência dos Estados Partes.

Artigo 41.º

#### Depositário

O Secretário-Geral das Nações Unidas é o depositário da presente Convenção.

Artigo 42.º

#### Assinatura

A presente Convenção está aberta à assinatura de todos os Estados e organizações de integração regional na Sede das Nações Unidas, em Nova Iorque, a partir de 30 de Março de 2007.

Artigo 43.º

#### Consentimento de vínculo

A presente Convenção está sujeita a ratificação dos Estados signatários e a confirmação formal das organizações de integração regional signatárias. Está aberta à adesão de qualquer Estado ou organização de integração regional que não a tenha assinado.

Artigo 44.º

#### Organizações de integração regional

1. Por «Organização de integração regional» entende-se uma organização constituída por Estados soberanos de uma determinada região à qual os seus Estados Membros tenham delegado competências relativamente a matérias regidas pela presente Convenção. Tais organizações devem declarar, nos seus instrumentos de confirmação formal ou de adesão, o âmbito da sua competência relativamente às matérias regidas pela presente Convenção. Posteriormente, devem informar o depositário sobre qualquer alteração substancial do âmbito das suas competências.

2. As referências a «Estados Partes» na presente Convenção são aplicáveis às referidas organizações nos limites das suas competências.

3. Para efeitos do disposto no nº 1 do artigo 45º, e nos números 2 e 3 do artigo 47º da presente Convenção, não deve ser considerado nenhum instrumento depositado por uma organização de integração regional.

4. As organizações de integração regional dispõem, para exercer o seu direito de voto na Conferência dos Estados Partes em matérias da sua competência, de um número de votos igual ao número dos seus Estados membros que forem Partes na presente Convenção. Tais organizações não exercem o seu direito de voto se qualquer dos seus Estados membros exercer o seu direito de voto e vice-versa.

Artigo 45.º

#### Entrada em vigor

1. A presente Convenção entrará em vigor no trigésimo dia após a data do depósito do vigésimo instrumento de ratificação ou de adesão.

2. Para cada Estado ou organização de integração regional que ratifique ou confirme formalmente a presente Convenção ou a ela adira após o depósito do vigésimo instrumento de ratificação ou de adesão, a Convenção entrará em vigor no trigésimo dia após a data do depósito do respectivo instrumento de ratificação, de confirmação formal ou de adesão.

Artigo 46.º

#### Reservas

1. Não são admitidas reservas incompatíveis com o objecto e o propósito da presente Convenção.

2. As reservas podem ser retiradas em qualquer momento.

Artigo 47.º

#### Emendas

1. Qualquer Estado Parte pode propor emendas à presente Convenção e submetê-las ao Secretário-Geral das Nações Unidas. O Secretário-Geral deve comunicar todas as propostas de emendas aos Estados Partes, solicitando-lhes que o notifiquem se são favoráveis à convocação de uma Conferência dos Estados Partes para considerar as propostas e decidir a seu respeito. Se, num prazo de quatro meses após a data da referida comunicação, um mínimo de um terço dos Estados Partes se pronunciar a favor da convocação da Conferência, o Secretário-Geral deve convocá-la sob os auspícios das Nações Unidas. Qualquer emenda adoptada por uma maioria de dois terços dos Estados Partes presentes e votantes deve ser submetida pelo Secretário-Geral à aprovação da Assembleia Geral das Nações Unidas e, posteriormente, à aceitação de todos os Estados Partes.

2. Qualquer emenda adoptada e aprovada em conformidade com o disposto no nº 1 do presente artigo entra em vigor no trigésimo dia subsequente à data em que o número de instrumentos de aceitação depositados tenha atingido dois terços do número de Estados Partes na data da adopção da emenda. Posteriormente, a emenda entra em vigor para qualquer Estado Parte no trigésimo dia após a data do depósito do respectivo instrumento de aceitação. Uma emenda vincula apenas os Estados Partes que a tiverem aceite.

3. Se a Conferência dos Estados Partes assim o decidir por consenso, uma emenda adoptada e aprovada em conformidade com o disposto no nº 1 do presente artigo que seja exclusivamente relativa aos artigos 34º, 38º, 39º e 40º, entra em vigor para todos os Estados Partes no trigésimo dia subsequente à data em que o número de instrumentos de aceitação depositados tenha atingido dois terços do número de Estados Partes na data da adopção da emenda.

Artigo 48.º

#### Denúncia

Qualquer Estado Parte pode denunciar a presente Convenção mediante notificação escrita dirigida ao Secretário-Geral das Nações Unidas. A denúncia produz efeitos um ano após a data de recepção da notificação pelo Secretário-Geral.

Artigo 49.º

#### Formato acessível

O texto da presente Convenção será difundido em formatos acessíveis.

Artigo 50.º

#### Textos que fazem fé

Os textos em árabe, chinês, espanhol, francês, inglês e russo da presente Convenção fazem igualmente fé.

Em fé do que os plenipotenciários abaixo assinados, devidamente autorizados para o efeito pelos seus respectivos Governos, assinaram a presente Convenção.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Aristides Raimundo Lima*

### Resolução nº 149/VII/2010

de 24 de Janeiro

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea h) do artigo 175º da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1º

#### Aprovação

É aprovado, para ratificação, o Protocolo Facultativo da Convenção sobre a Eliminação de Todas as Formas de Discriminação Contra a Mulher, adoptado pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 10 de Dezembro de 1999, cujo texto original em língua francesa e a respectiva tradução em língua portuguesa, em anexos, fazem parte integrante da presente Resolução.

Artigo 2º

#### Entrada em vigor

A presente Resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Protocolo referido no artigo anterior produz efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Aprovada em 9 de Dezembro de 2010.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Aristides Raimundo Lima*